

# BULLETIN OFFICIEL

## CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL  
CONVENTIONS COLLECTIVES

# BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

**FASCICULE N° 2015/26 DU 18 JUILLET 2015**

	<u>Pages</u>
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social....	1
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt .....	(*)

(\*) Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 26.

MINISTÈRE DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

---

## CONVENTIONS COLLECTIVES

### SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2015/26

#### CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
<b>Ameublement (négoce) : accord du 16 avril 2015 relatif aux salaires minima au 1<sup>er</sup> mai 2015.....</b>	4
<b>Animation : avenant n° 151 du 19 mai 2015 relatif à la prévoyance .....</b>	6
<b>Animation : avenant n° 153 du 19 mai 2015 relatif à la valeur du point.....</b>	9
<b>Animation : avenant n° 154 du 19 mai 2015 relatif à la complémentaire santé.....</b>	11
<b>Carrières et matériaux (industries [Aquitaine, ouvriers, ETAM]) : accord du 27 avril 2015 relatif aux salaires minimaux au 1<sup>er</sup> mai 2015.....</b>	27
<b>Ciments (industrie [ouvriers, ETAM]) : avenant du 7 avril 2015 relatif aux salaires mensuels garantis, aux primes et à la valeur du point au 1<sup>er</sup> mars 2015 .....</b>	31
<b>Confiserie, chocolaterie (détaillants, détaillants-fabricants) : avenant n° 8 du 19 mars 2015 à l'avenant n° 15 relatif au remboursement complémentaire de frais de soins de santé .....</b>	34
<b>Evaluations industrielles et commerciales (entreprises d'expertises) : adhésion par lettre du 2 juin 2015 de la fédération CFDT des banques et des assurances à la convention .....</b>	42
<b>Hôtellerie de plein air : accord du 26 mai 2015 relatif au financement de la formation professionnelle .....</b>	43
<b>Métallurgie (Isère et Hautes-Alpes) : avenant du 19 mai 2015 relatif à la portabilité des garanties de prévoyance .....</b>	46
<b>Métallurgie (Mayenne) : accord du 30 avril 2015 relatif aux rémunérations annuelles garanties pour l'année 2015 .....</b>	50
<b>Métallurgie (Thiers) : adhésion par lettre du 10 juin 2015 de la CGT métaux à la convention .....</b>	52
<b>Presse hebdomadaire régionale (employés) : accord du 27 mars 2015 relatif aux salaires minima au 1<sup>er</sup> juillet 2015 .....</b>	53
<b>Presse hebdomadaire régionale (employés) : accord du 27 mars 2015 relatif au barème des salaires au 1<sup>er</sup> juillet 2015.....</b>	55
<b>Prévention et sécurité (entreprises) : accord du 5 mai 2015 relatif aux conditions d'emploi d'agent de sécurité cynophile .....</b>	57
<b>Prévention et sécurité (entreprises) : accord du 5 mai 2015 relatif au développement des compétences, à la formation, à l'employabilité et aux classifications .....</b>	61

<b>Transports routiers (déménagement) :</b> avenant n° 12 du 29 avril 2015 relatif à l'accord du 1 <sup>er</sup> février 2003 sur les rémunérations conventionnelles dans les entreprises de transport de déménagement.....	65
<b>Transports routiers (déménagement) :</b> accord du 29 avril 2015 relatif au travail de nuit dans le transport de déménagement.....	69
<b>Tribunaux de commerce (greffes) :</b> avenant n° 83 du 19 mai 2015 relatif à la formation professionnelle.....	71

Brochure n° 3056

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1880. – NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT**

ACCORD DU 16 AVRIL 2015

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> MAI 2015

NOR : ASET1550615M

IDCC : 1880

**PRÉAMBULE**

Les parties au présent accord de salaire entendent également rappeler l'importance qu'elles attachent au principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, et plus particulièrement à celui d'égalité des rémunérations.

**Article 1<sup>er</sup>**

Entre les parties signataires de la convention collective nationale du négoce de l'ameublement, il a été convenu de fixer la grille de salaires minima mensuels ci-après.

Cette grille de minima mensuels correspond à la durée légale du travail actuellement en vigueur.

*(En euros.)*

GROUPE	NIVEAU	SALAIRE MINIMUM MENSUEL (base 151,67 heures)
1	Unique	1 468
2	1	1 473
	2	1 475
	3	1 480
3	1	1 493
	2	1 514
	3	1 541
4	1	1 573
	2	1 600
	3	1 625
5	1	1 695
	2	1 730
	3	1 819

GROUPE	NIVEAU	SALAIRE MINIMUM MENSUEL (base 151,67 heures)
6	1	1 943
	2	2 005
	3	2 066
7	1	2 222
	2	2 563
	3	2 753
8	1	2 914
	2	3 182
9	1	3 728
	2	4 121

## Article 2

Cette grille de salaires annule et remplace la grille issue de l'accord du 30 avril 2014. Elle s'applique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2015 pour les adhérents à la FNAEM et à compter de son extension à intervenir dans les meilleurs délais pour les entreprises non adhérentes entrant dans le champ d'application de la convention collective du négoce de l'ameublement.

## Article 3

Si le Smic devenait supérieur au salaire minimum conventionnel, les parties ouvriront une négociation au plus tard dans les 3 mois afin d'en mesurer les conséquences sur la grille salariale conventionnelle.

## Article 4

Le présent accord sera déposé au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et auprès de la direction des relations du travail conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail.

L'extension du présent accord sera demandée conformément aux dispositions des articles L. 2261-24 et L. 2261-26 du code du travail.

Fait à Paris, le 16 avril 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### Organisation patronale :

FNAEM.

### Syndicats de salariés :

CSFV CFTC ;

FS CFDT.



Brochure n° 3246

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1518. – ANIMATION**

---

AVENANT N° 151 DU 19 MAI 2015

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1550599M

IDCC : 1518

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux se sont réunis afin de mettre le régime de prévoyance de la convention collective nationale de l'animation en conformité avec le dispositif de portabilité des garanties tel que prévu par l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale et de modifier le taux des cotisations au regard des comptes de résultats du régime qui présentent un déséquilibre.

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 8.1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le présent titre s'applique à tous les salariés quel que soit le nombre d'heures effectuées, y compris ceux relevant des articles 4 et 4 *bis* de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance du 14 mars 1947. Le personnel relevant des articles 4 et 4 *bis* de la CCN AGIRC du 14 mars 1947 est soumis aux dispositions de l'article 7 de la CCN du 14 mars 1947 et doit en tout état de cause bénéficier de garanties au moins équivalentes à celles prévues par le titre VIII.

Les améliorations de garanties prévues pour le personnel relevant des articles 4 et 4 *bis* de la CCN AGIRC du 14 mars 1947 sont justifiées par les obligations des employeurs en matière de prévoyance pour les salariés découlant de ladite convention.

Pour les salariés ayant exercé un nombre d'heures insuffisant et ne bénéficiant pas de ce fait des indemnités journalières de la sécurité sociale, la garantie incapacité-invalidité intégrera une reconstitution des droits de la sécurité sociale sans cependant se substituer à cette dernière.

Portabilité

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, les salariés bénéficient du maintien à titre gratuit des garanties du régime de prévoyance conventionnel en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant, arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur, c'est-à-dire que les salariés bénéficient à la date de cessation de leur contrat de travail du régime conventionnel ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur au niveau de la branche. Ainsi, en cas de modification ou de révision des garanties des salariés, les garanties des assurés bénéficiant du dispositif de portabilité seront modifiées ou révisées dans les mêmes conditions ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de l'organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article. Il fournit notamment à l'organisme assureur gestionnaire un justificatif de l'ouverture de ses droits à indemnisation chômage et s'engage à informer l'entreprise et l'organisme assureur gestionnaire en cas de reprise d'une activité professionnelle et dès lors qu'il ne bénéficie plus d'aucune indemnisation au titre du chômage ;

L'employeur doit signaler le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informer l'organisme assureur gestionnaire de la cessation du contrat de travail dans les 30 jours de ladite cessation. »

Ces dispositions s'appliquent aux ruptures de contrat de travail non consécutives à une faute lourde notifiées à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015.

## **Article 2**

### *Financement*

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, l'article 8.8 de la convention collective nationale de l'animation relatif au « taux de cotisations » est modifié comme suit :

« a) A la charge exclusive de l'employeur :

– 0,02 % du salaire brut total, destiné au financement de la garantie maintien de salaire du personnel non indemnisé par la sécurité sociale (art. 8.4) ;

b) A la charge exclusive du salarié :

– 0,275 % du salaire brut total, destiné au financement de la garantie incapacité (art. 8.5) ;

c) A la charge de l'employeur et du salarié :

– 0,14 % du salaire brut total pour la garantie décès (art. 8.2), dont 0,01 % au titre du maintien des garanties décès de l'article 7.1 de la loi Evin ;

– 0,07 % du salaire brut total pour la garantie rente éducation (art. 8.3) ;

– 0,365 % du salaire brut total pour la garantie invalidité (art. 8.6).

Soit un total de 0,575 % réparti à raison de 0,415 % pour l'employeur et de 0,16 % pour le salarié.

d) Coûts liés à la reprise des encours

En application de la loi du 8 août 1994, les entreprises qui rejoindront le régime de prévoyance alors qu'un ou plusieurs de leurs salariés sont en arrêt à la date d'effet de leur adhésion devront en faire la déclaration auprès de l'organisme gestionnaire. Au vu de ces déclarations et afin d'assurer, selon le cas, soit l'indemnisation, soit les revalorisations futures, soit la poursuite de la garantie décès aux bénéficiaires de rentes ou d'indemnités journalières, les organismes gestionnaires calculeront la surcotisation éventuellement nécessaire à la constitution des provisions correspondantes. Cette surcotisation fera l'objet d'un avenant qui déterminera la répartition de ce coût entre employeur et salarié. »

## **Article 3**

### *Entrée en vigueur. – Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et prend effet le 1<sup>er</sup> juin 2015.

#### **Article 4**

##### *Dépôt*

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et d'une demande d'extension.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

##### **Organisation patronale :**

CNEA.

##### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

UNSA.

Brochure n° 3246

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1518. – ANIMATION**

**AVENANT N° 153 DU 19 MAI 2015**

**RELATIF À LA VALEUR DU POINT**

NOR : ASET1550603M

IDCC : 1518

Entre :

Le CNEA,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

L'UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

La valeur du point prévue à l'article 1.7.1 de l'annexe I est fixée à 6 €.

**Article 2**

Le salaire mensuel brut total de base correspondant au minimum conventionnel, hors ancienneté, des salariés du groupe A et des niveaux I et II, qui auraient refusé la modification de la structure de leur paie, conformément à l'article 1.7.1 de l'annexe I, doit augmenter au moins du montant figurant dans le tableau ci-dessous, au prorata de leur temps de travail :

*(En euros.)*

NIVEAU I	NIVEAU II	GROUPE A
4,90	5,10	4,90

**Article 3**

Il est rappelé aux entreprises de la branche leurs obligations en matière d'égalité professionnelle et de non-discrimination telles qu'elles découlent de l'accord de branche du 17 décembre 2012, et notamment son article 6 « Egalité salariale ».

#### **Article 4**

Le présent avenant prend effet le premier jour du mois suivant son arrêté d'extension.

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension. Il fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et d'une demande d'extension.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3246

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1518. – ANIMATION**

---

AVENANT N° 154 DU 19 MAI 2015  
RELATIF À LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

NOR : ASET1550604M

IDCC : 1518

---

PRÉAMBULE

Conformément à la loi n° 2013-504 relative à la sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013, les partenaires sociaux de la convention collective nationale de l'animation du 28 juin 1988 se sont réunis afin d'envisager l'instauration d'un régime national de complémentaire santé.

Conscients de la nécessité de bénéficier d'une couverture complémentaire santé plus avantageuse que les dispositions réglementaires, les partenaires sociaux se sont réunis, à la suite d'une procédure de mise en concurrence, avec les organismes assureurs recommandés, afin de permettre la mise en place d'un régime mutualisé pour l'ensemble des salariés relevant de la convention collective nationale de l'animation du 28 juin 1988.

Les partenaires sociaux de la convention collective nationale de l'animation du 28 juin 1988 ont également eu à l'esprit la nécessité, pour les salariés comme pour les entreprises :

- de bénéficier d'un régime mutualisé ;
- de permettre la pérennité d'un régime de complémentaire santé ;
- de prévoir le mécanisme de portabilité des droits instaurée par la loi relative à la sécurisation de l'emploi ;
- et de respecter le décret du 11 décembre 2014 relatif aux garanties collectives présentant le degré élevé de solidarité.

En conséquence de quoi il a été conclu le présent avenant, qui complète les dispositions permanentes de la convention collective nationale de l'animation du 28 juin 1988 par la création d'un titre XI intitulé « Régime de complémentaire santé », reprenant les articles du présent avenant.

Le présent avenant prévoit un régime de base conventionnel qui constitue un socle que les partenaires sociaux considèrent comme minimal ne remettant pas en cause les régimes d'entreprise plus favorables passés ou futurs, étant entendu que dans ce cas chaque garantie, prise individuellement, prévue par le régime d'entreprise doit être au moins égale à celle du régime de branche ayant le même objet.

## Article 1<sup>er</sup>

Il est créé le titre XI suivant :

### « Titre XI

#### Complémentaire santé

##### Article 11.1

###### *Objet*

Le présent avenant a pour objet l'organisation au niveau national, au bénéfice des salariés visés à l'article 3.1, d'un régime de complémentaire santé permettant le remboursement de tout ou partie des frais médicaux, chirurgicaux et d'hospitalisation, en complément d'un régime de base de la sécurité sociale.

Les partenaires sociaux ont souhaité garantir l'efficacité de ce régime en recommandant trois organismes assureurs, choisis au terme d'une procédure transparente de mise en concurrence, pour assurer la couverture des garanties de complémentaire santé.

Cette recommandation se traduit par la conclusion de contrats de garanties collectives identiques auprès des trois assureurs choisis. Le dispositif contractuel est également complété par le protocole technique et financier et par le protocole de gestion administrative, documents communs aux organismes assureurs recommandés, conclus dans les mêmes conditions. Les modalités de gestion sont précisées dans le contrat-cadre d'assurance collective.

##### Article 11.2

###### *Champ d'application*

Le présent avenant s'applique aux entreprises relevant du champ d'application professionnel de la convention collective nationale de l'animation du 28 juin 1988.

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des salariés relevant de la convention collective nationale de l'animation du 28 juin 1988 visés à l'article 11.3.1.

##### Article 11.3

###### *Mise en place d'un régime de complémentaire santé*

###### 11.3.1. Adhésion du salarié

###### 1. Définition des bénéficiaires

Le régime de complémentaire santé bénéficie à l'ensemble des salariés titulaires d'un contrat de travail ou d'un contrat d'apprentissage.

###### 2. Suspension du contrat de travail

###### a) Cas de maintien du bénéfice du régime de complémentaire santé :

L'adhésion des salariés est maintenue en cas de suspension de leur contrat de travail, quelle qu'en soit la cause, dès lors qu'ils bénéficient, pendant cette période, d'un maintien de salaire, total ou partiel, ou d'indemnités journalières complémentaires (notamment en cas de maladie ou d'accident, d'origine professionnelle ou non professionnelle).

Le bénéfice du régime de complémentaire santé est également maintenu au profit des salariés dont le contrat de travail est suspendu pour l'une des causes suivantes :

- exercice du droit de grève ;
- congés de solidarité familiale et de soutien familial ;
- congé non rémunéré qui n'excède pas 1 mois continu.

L'employeur verse la même contribution que pour les salariés actifs pendant toute la période de suspension du contrat de travail. Parallèlement, le salarié doit obligatoirement continuer à acquitter sa propre part de cotisation.

*b) Autres cas de suspension*

Dans les autres cas de suspension, comme par exemple pour congés sans solde (notamment congé sabbatique, congé parental d'éducation, congé pour création d'entreprise), les salariés ne bénéficieront pas du maintien du bénéfice du régime de complémentaire santé.

Les salariés pourront toutefois continuer à adhérer au régime de complémentaire santé pendant la période de suspension de leur contrat de travail, sous réserve de s'acquitter de l'intégralité de la cotisation (part patronale et part salariale).

La cotisation afférente aux garanties précitées est réglée directement par le salarié auprès de l'organisme assureur recommandé.

Les salariés concernés pourront néanmoins bénéficier d'une prise en charge éventuelle de la cotisation susvisée dans le cadre des mesures d'action sociale mises en place au titre du 2. de l'article 11.3.4 du présent titre.

**3. Caractère obligatoire de l'adhésion**

L'adhésion des salariés au régime de complémentaire santé est obligatoire.

Les salariés suivants auront toutefois la faculté de refuser leur adhésion au régime :

*a) Les salariés sous contrat à durée déterminée et les apprentis sous contrat à durée déterminée, dès lors qu'ils produisent tout document justifiant d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs pour le même type de garanties ;*

*b) Les salariés à temps partiel et apprentis dont l'adhésion au régime les conduirait à s'acquitter, au titre de l'ensemble des garanties de protection sociale complémentaire, de cotisations au moins égales à 10 % de leur rémunération brute. L'intervention du fonds d'action sociale, prévue au paragraphe 2 à l'article 3.4, pourra être sollicitée pour une prise en charge totale ou partielle de la cotisation de ces salariés.*

Ces salariés devront solliciter, par écrit, auprès de leur employeur leur dispense d'adhésion au régime de complémentaire santé et produire tout justificatif requis. Pour les CDD et les apprentis, cette demande de dispense devra être formulée dans les 30 jours suivant la date d'embauche.

Pour les salariés à temps partiel, cette demande de dispense devra être formulée soit dans les 30 jours suivant la date d'embauche, soit dans les 30 jours suivant le changement de situation (passage à temps partiel ou diminution du temps de travail notamment).

A défaut d'écrit et/ou de justificatif adressé(s) à l'employeur, ils seront obligatoirement affiliés au régime ;

*c) Les salariés bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé prévue à l'article L. 863-1 du code de la sécurité sociale ou de la couverture maladie universelle complémentaire prévue à l'article L. 861-3 du code de la sécurité sociale, sous réserve de produire tout document utile.*

Cette dispense peut jouer jusqu'à la date à laquelle les salariés cessent de bénéficier de cette couverture ou de cette aide. Ces salariés devront solliciter, par écrit, auprès de leur employeur leur dispense d'adhésion au régime de complémentaire santé dans les 30 jours suivant leur embauche ou dans les 30 jours suivant la date à laquelle ils réunissent les conditions pour bénéficier de cette dispense. Ils devront produire tout justificatif requis. A défaut d'écrit et/ou de justificatif adressé(s) à l'employeur, ils seront obligatoirement affiliés au régime ;

*d) Les salariés couverts par une assurance individuelle frais de santé au moment de la mise en place des garanties prévues par le présent avenant ou de l'embauche si elle est postérieure. Dans ce cas, la dispense ne peut jouer que jusqu'à échéance du contrat individuel.*



Les salariés concernés par ce cas de dispense devront solliciter, par écrit, auprès de leur employeur leur refus d'adhérer au régime de complémentaire santé dans le délai de 30 jours suivant leur embauche ou la mise en place du présent régime, accompagné des justificatifs requis. A défaut d'écrit et/ou de justificatif adressé(s) à l'employeur, ils seront obligatoirement affiliés au régime ;

e) Les salariés bénéficiant, en qualité d'ayants droit ou à titre personnel dans le cadre d'un autre emploi, d'une couverture collective de remboursement de frais de santé servie dans le cadre d'un dispositif de prévoyance complémentaire remplissant les conditions de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale. Il est précisé que cette dispense, pour un salarié ayant droit au titre de la couverture dont bénéficie son conjoint salarié dans une autre entreprise, ne joue que si le régime du conjoint prévoit la couverture des ayants droit à titre obligatoire.

Ces salariés devront solliciter, par écrit, auprès de leur employeur leur dispense d'adhésion au régime de complémentaire santé dans les 30 jours suivant leur embauche ou dans les 30 jours suivant la date à laquelle ils réunissent les conditions pour bénéficier de cette dispense. Ils devront produire tout justificatif requis. A défaut d'écrit et/ou de justificatif adressé(s) à l'employeur, ils seront obligatoirement affiliés au régime.

S'agissant des entreprises non adhérentes à l'un des contrats d'assurance souscrits auprès des organismes assureurs recommandés :

- elles devront en tout état de cause prévoir la mise en œuvre de ces dispenses d'adhésion ;
- en cas de formalisation de leur régime par décision unilatérale, la mise en œuvre du caractère obligatoire de l'adhésion et des dispenses s'entend sans préjudice de l'application, aux salariés concernés qui le souhaitent, des dispositions de l'article 11 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989. Ce dernier article fait obstacle à ce que les salariés employés par l'entreprise lors de la mise en place par voie de décision unilatérale de l'employeur d'un système de garanties collectif soient contraints de cotiser contre leur gré à ce système.

### 11.3.2. Maintien des garanties en cas de rupture du contrat de travail

1. Mutualisation de la portabilité de la couverture en cas de rupture du contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage

L'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale permet aux salariés de bénéficier, dans les mêmes conditions que les salariés en activité, d'un maintien du régime complémentaire santé dont ils bénéficiaient au sein de l'entreprise en cas de rupture de leur contrat de travail ouvrant droit à une prise en charge par le régime d'assurance chômage.

Le droit à la portabilité est subordonné au respect de l'ensemble des conditions fixées par les dispositions légales et les éventuelles dispositions réglementaires prises pour leur application.

La durée de la portabilité est égale à la durée du dernier contrat de travail ou des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur, appréciée en mois entiers, le cas échéant, arrondie au nombre supérieur, dans la limite de 12 mois de couverture.

Ce maintien de garanties est financé par un système de mutualisation intégré aux cotisations du régime de complémentaire santé des salariés en activité. Ainsi, les anciens salariés bénéficiaires du dispositif ne devront acquitter aucune cotisation supplémentaire à ce titre.

2. Maintien de la couverture de complémentaire santé en application de l'article 4 de la loi Evin

En application de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 dite "loi Evin", la couverture de complémentaire santé sera maintenue par l'organisme assureur recommandé, dans le cadre d'un nouveau contrat :

- au profit des anciens salariés bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité, d'une pension de retraite ou, s'ils sont privés d'emploi, d'un revenu de remplacement, sans condition de durée, sous réserve que les intéressés en fassent la demande dans les 6 mois qui suivent la rupture

de leur contrat de travail ou, le cas échéant, dans les 6 mois suivant l'expiration de la période de portabilité dont ils bénéficient ;

- au profit des personnes garanties du chef de l'assuré décédé, pendant une durée minimale de 12 mois à compter du décès, sous réserve que les intéressés en fassent la demande dans les 6 mois suivant le décès.

L'obligation de proposer le maintien de la couverture de complémentaire santé à ces anciens salariés (ou à leurs ayants droit) dans le cadre de l'application de l'article 4 de la "loi Evin" incombe à l'organisme assureur recommandé, et l'employeur n'intervient pas dans le financement de cette couverture.

Les modalités de suivi de la portabilité en cas de rupture du contrat de travail et dans le cadre de ladite "loi Evin" sont précisées dans le cadre du protocole de gestion administrative.

### 11.3.3. Financement

#### 1. Structure de la cotisation

Les salariés acquittent obligatoirement la cotisation "salarié isolé".

Parallèlement à leur couverture obligatoire, les salariés ont la possibilité de couvrir leurs ayants droit (enfant[s] et/ou conjoint) tels que définis par le contrat d'assurance national souscrit avec les organismes assureurs recommandés ou par le contrat d'assurance souscrit par l'entreprise, pour l'ensemble des garanties dont ils bénéficient au titre du régime de complémentaire santé.

La cotisation supplémentaire servant au financement de la couverture facultative des ayants droit ainsi que ses éventuelles évolutions ultérieures sont à la charge exclusive du salarié.

#### 2. Assiette de la cotisation

Les cotisations servant au financement du régime de complémentaire santé sont exprimées en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale.

Pour information, le plafond mensuel de la sécurité sociale est fixé, pour l'année 2015, à 3 170 €. Il est modifié par voie réglementaire.

#### 3. Taux et répartition des cotisations

La cotisation "salarié isolé" est financée à 50 % par le salarié et à 50 % par l'employeur.

La cotisation ci-dessus définie et les cotisations "enfants" et "conjoint" facultatives sont fixées dans les conditions suivantes dans le cadre des contrats souscrits avec les organismes assureurs recommandés :

Salariés relevant du régime général de la sécurité sociale  
ou de la mutualité sociale agricole

(En pourcentage du PMSS.)

	COTISATION salariale	COTISATION patronale	COTISATION globale
Salarié isolé (obligatoire)	0,47	0,47	0,94
Par enfant (facultatif, gratuité à compter du 3 <sup>e</sup> enfant)	0,70	–	0,70
Conjoint (facultatif)	1,08	–	1,08

## Salariés relevant du régime de sécurité sociale d'Alsace-Moselle (régime local)

(En pourcentage du PMSS.)

	COTISATION salariale	COTISATION patronale	COTISATION globale
Salarié isolé (obligatoire)	0,21	0,21	0,42
Par enfant (facultatif, gratuité à compter du 3 <sup>e</sup> enfant)	0,34	–	0,34
Conjoint (facultatif)	0,48	–	0,48

Les entreprises non adhérentes à l'un des contrats d'assurance souscrits auprès des organismes assureurs recommandés devront en tout état de cause respecter une prise en charge à hauteur de 50 % de la cotisation globale correspondant à la couverture obligatoire (du salarié et, le cas échéant, de ses ayants droit) mise en place par l'entreprise.

### 4. Régime optionnel

Il est mis en place à titre non obligatoire dans la branche deux régimes optionnels.

Dans le cas où le salarié y souscrit volontairement, le salarié assurera individuellement le régime opté à 100 %, sans remise en cause de la participation à 50 % de l'employeur sur le régime de base.

Les options figurent en annexes.

(En pourcentage du PMSS.)

OPTION	STRUCTURE obligatoire	FACULTATIF salarié
1	0,53	0,64
2	0,72	0,86

## 11.3.4. Prestations

### 1. Tableau des garanties

Le régime de complémentaire santé est établi dans le cadre du dispositif relatif aux contrats dits responsables par référence aux articles L. 871-1, R. 871-1 et R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

Le tableau résumant le niveau des garanties minimales prévu dans le cadre des contrats souscrits avec les organismes assureurs recommandés, joint en annexe, est établi sous réserve des évolutions réglementaires liées aux réformes des contrats responsables pouvant intervenir postérieurement à la conclusion du présent avenant. Dans cette hypothèse, le niveau de garanties et/ou le taux de la cotisation seront modifiés par accord entre la commission nationale paritaire de négociation et les organismes assureurs recommandés.

Les entreprises non adhérentes à l'un des contrats d'assurance souscrits auprès des organismes assureurs recommandés devront en tout état de cause respecter les mêmes niveaux de garanties minimales, acte par acte.

### 2. Droits non contributifs. – Application du décret du 11 décembre 2014

La commission nationale paritaire de négociation reprendra l'ensemble des dispositions générales relatives à la mise en place du degré élevé de solidarité, prévues dans le décret du 11 décembre 2014 :

- une prise en charge, totale ou partielle, de la cotisation selon la réglementation en vigueur ;
- une prise en charge des actions de prévention ;
- une prise en charge d'actions sociales à titre individuel ou à titre collectif.

Le fonds, constitué par un financement à 2 % des cotisations, est destiné à mettre en place ces dispositions.

Les modalités des actions de prévention, les règles de fonctionnement ainsi que les modalités d'attribution des prestations d'action sociale seront déterminées par la commission paritaire de négociation dans un règlement spécifique.

### 3. Actions sociales

Les entreprises devront, même en dehors du cadre de la recommandation, mettre en œuvre des mesures d'action sociale définies par une liste établie par la commission nationale paritaire de négociation.

#### 11.3.5. Suivi du régime de complémentaire santé

Le régime de complémentaire santé est administré par la commission nationale de suivi par délégation de la commission nationale paritaire de négociation, dont sont membres les organisations d'employeurs et de salariés représentatives signataires ou adhérentes de la convention collective nationale de l'animation du 28 juin 1988.

Les organismes assureurs recommandés communiquent chaque année les documents, rapports financiers et analyses commentées nécessaires aux travaux de la commission nationale paritaire de négociation au plus tard le 1<sup>er</sup> juin suivant la clôture de l'exercice.

Les conditions de suivi technique du régime sont précisées par les dispositions du protocole de gestion administrative.

En fonction de l'équilibre financier du régime et des évolutions législatives et réglementaires, après présentation des comptes par les organismes assureurs recommandés, le tableau de garanties et/ou la cotisation pourront faire l'objet d'un ajustement négocié par la commission nationale paritaire de négociation.

#### 11.3.6. Organismes assureurs recommandés

Les partenaires sociaux ont choisi de recommander aux entreprises couvertes par le champ d'application du présent avenant, pour assurer la couverture des garanties "complémentaire santé" prévues par la convention collective nationale de l'animation du 28 juin 1988, les organismes assureurs suivants :

- UMANENS - La mutuelle familiale, union de groupe mutualiste régie par le code de la mutualité et soumise au livre I, Sirene n° 800 533 499 ; siège social : 111, rue Cardinet, 75017 Paris ;
- Le groupement de coassurance mutualiste, composé de :
  - Mutuelle Chorum, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le n° 784 621 419 ; siège social : 56-60, rue Nationale, 75013 Paris, substituée intégralement par Mutex Union, union soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, inscrite au répertoire Sirene sous le n° 442 574 166 ; siège social : 125, avenue de Paris, 92327 Châtillon Cedex ;
  - Adrea Mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le n° 311 799 878 ; siège social : 104, avenue du Maréchal-de-Saxe, 69003 Lyon ;
  - APREVA, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le n° 775 627 391 ; siège social : 20, boulevard Papin, BP 1173, 59012 Lille ;
  - EOVI MCD, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le n° 317 442 176 ; siège social : 44, rue de Copernic, 75016 Paris ;
  - Harmonie mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le n° 538 518 473 ; siège social : 143, rue Blomet, 75015 Paris ;

- Ociane, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le n° 434 243 085 ; siège social : 8, terrasse du Front-du-Médoc, 33054 Bordeaux Cedex ;
- Mutex, entreprise régie par le code des assurances, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 529 219 040 ; siège social : 125, avenue de Paris, 92327 Châtillon Cedex.

Ces mutuelles sont coassureurs entre elles dans le cadre du groupement de coassurance mutualiste. Elles confient la coordination du dispositif et l'interlocution à Mutex.

- Humanis Prévoyance, institution de prévoyance créée dans le cadre des dispositions de l'article L. 931-1 du titre II du livre IX du code de la sécurité sociale et autres dispositions subséquentes, 4, rue Marie-Georges-Picquart, 75017 Paris.

Les modalités d'organisation de la recommandation sont réexaminées par les partenaires sociaux, dans le respect des dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date d'effet du présent avenant. A cette fin, les parties signataires se réuniront au plus tard 6 mois avant l'échéance.

Les parties ont la possibilité de remettre en cause le(s) contrat(s) d'assurance souscrit(s) avec les organismes assureurs recommandés avant le 31 décembre de chaque année, sous réserve du respect d'un préavis de 2 mois avant l'échéance.

Les négociateurs du présent avenant souhaitent favoriser, au sein de l'entreprise, un choix paritaire des organismes assureurs recommandés. »

## **Article 2**

### *Effet. – Durée*

Le présent avenant prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016 sous réserve de son agrément ministériel, conformément à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

En tout état de cause, les entreprises disposeront d'une période transitoire jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour se mettre en conformité avec les obligations prévues par le présent avenant.

Ce présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 3**

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et d'une demande d'extension.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

CNEA.

### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

UNSA.

## ANNEXE

## GARANTIES COLLECTIVES « COMPLÉMENTAIRE SANTÉ OBLIGATOIRE »

	REMBOURSEMENT TOTAL DANS LA LIMITE DES FRAIS RÉELS sous déduction de la sécurité sociale		
	Base 1 (*)	Option n° 1	Option n° 2
<b>Frais d'hospitalisation</b>			
Chirurgie – Hospitalisation			
Conventionnée frais de séjour	100 % BR	200 % BR	300 % BR
Conventionnée honoraires CAS	100 % BR	220 % BR	220 % BR
Conventionnée honoraires non CAS	100 % BR	200 % BR	200 % BR
Forfait hospitalier	Couverture aux frais réels, actuellement : 18 € par jour	Couverture aux frais réels, actuellement : 18 € par jour	Couverture aux frais réels, actuellement : 18 € par jour
Forfait actes lourds	Non couvert	FR, actuellement 18 €	FR, actuellement 18 €
Chambre particulière par jour			
Conventionnée	Non couverte	2 % du PMSS	3 % du PMSS
Personne accompagnante			
Conventionnée	Non couverte	1,5 % du PMSS	2 % du PMSS
Consultations – Visites généralistes CAS	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Consultations – Visites généralistes non CAS	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Consultations – Visites spécialistes CAS	140 % BR	220 % BR	220 % BR
Consultations – Visites spécialistes non CAS	120 % BR	200 % BR	200 % BR

REMBOURSEMENT TOTAL DANS LA LIMITE DES FRAIS RÉELS sous déduction de la sécurité sociale			
	Base 1 (*)	Option n° 1	Option n° 2
Pharmacie	100 % BR (médicaments remboursés à 65 % et à 30 % y compris homéopathie)	100 % BR	100 % BR
Vaccins non remboursés par la sécurité sociale	Non couverts	1,5 % du PMSS par an et par bénéficiaire	2 % du PMSS par an et par bénéficiaire
Analyses	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Auxiliaires médicaux	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Actes techniques médicaux (petite chirurgie) CAS	100 % BR	145 % BR	170 % BR
Actes techniques médicaux (petite chirurgie) non CAS	100 % BR	125 % BR	150 % BR
Radiologie CAS	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Radiologie non CAS	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Orthopédie et autres prothèses	100 % BR	200 % BR	300 % BR
Prothèses auditives	100 % BR	10 % du PMSS par oreille, minimum TM (maxi. 2 par an et par bénéficiaire)	20 % du PMSS par oreille (maxi. 2 par an et par bénéficiaire)
Transport accepté par la sécurité sociale	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Dentaire limité à 3 prothèses par an et par bénéficiaire (équivalent SPR 50). Au-delà, garantie égale à celle du décret n° 2014-1025			
Soins dentaires	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Onlays-inlays	100 % BR	150 % BR	175 % BR
Orthodontie			
Acceptée par la sécurité sociale	200 % BR	250 % BR	300 % BR
Refusée par la sécurité sociale	Non couverte	Non couverte	Non couverte

REMBOURSEMENT TOTAL DANS LA LIMITE DES FRAIS RÉELS sous déduction de la sécurité sociale			
	Base 1 (*)	Option n° 1	Option n° 2
Prothèses dentaires			
Remboursées : dents du sourire	200 % BR	350 % BR	450 % BR
Remboursées : dents de fond de bouche	150 % BR	250 % BR	350 % BR
Inlays-cores	125 % BR	150 % BR	175 % BR
Non remboursées par la sécurité sociale	Non couverte	Non couverte	Non couverte
Parodontologie	Non couverte	Non couverte	Non couverte
Implantologie	Non couverte	12 % du PMSS par an et par bénéficiaire	12 % du PMSS par an et par bénéficiaire
GARANTIE BASE CONVENTIONNELLE			
Frais d'optique. – Les garanties s'entendent : verres + monture (mineurs) et lentilles par an et par bénéficiaire ; verres + montures (adultes), une paire tous les 2 ans			
Verres et montures	Un forfait 2 verres + monture de 100, 150 ou 200 € selon la correction	Grille optique n° 2	Grille optique n° 3
Lentilles			
Prescrites : acceptées, refusées, jetables	Non couvertes	3 % du PMSS par an et par bénéficiaire	5 % du PMSS par an et par bénéficiaire
Chirurgie réfractive	Non couverte	22 % du PMSS par œil	35 % du PMSS par œil
Frais de cures thermales (hors thalassothérapie)			
Acceptées par la sécurité sociale	Non couvertes	5 % du PMSS	7 % du PMSS
Médecines douces (ostéopathie, étiopathie, acupuncture...)			
Reconnus comme praticiens par les annuaires professionnels	Non couvertes	3 x 25 € par an et par bénéficiaire	5 x 35 € par an et par bénéficiaire



REMBOURSEMENT TOTAL DANS LA LIMITE DES FRAIS RÉELS sous déduction de la sécurité sociale			
	Base 1 (*)	Option n° 1	Option n° 2
<b>Ostéodensitométrie</b> Par bénéficiaire	Non couverte	25 € par an et par bénéficiaire	50 € par an et par bénéficiaire
<b>Actes de prévention</b> Tous les actes des contrats responsables Patch antitabac	Oui au ticket modérateur  Non couvert	Oui au ticket modérateur  2 % du PMSS par an et par bénéficiaire	Oui au ticket modérateur  4 % du PMSS par an et par bénéficiaire
(*) Tel que défini dans le décret n° 2014-1025 du 8 septembre 2014 relatif aux garanties d'assurance complémentaire santé des salariés mises en place en application de l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale.			

GRILLE N° 2		ENFANTS < 18 ANS			ADULTES			RBTOT.
Type de verre	Code LPP	LPP < 18 ans	Rbt sécurité sociale	Rbt ass. (*)	LPP > 18 ans	Rbt sécurité sociale	Rbt ass. (*)	RBTOT. 2 V + 1 M
<b>Verres à simple foyer, sphériques</b>								
Sphère de - 6 à + 6	2242457, 2261874	12,04	7,22	70,00	2,29	1,37	110,00	349,45
Sphère de - 6,25 à - 10 ou de + 6,25 à + 10	2243540, 2291088	26,68	16,01	90,00	4,12	2,47	130,00	391,65
Sphère < - 10 ou > + 10	2248320, 2273854	44,97	26,98	110,00	7,62	4,57	150,00	435,85
<b>Verres à simple foyer, sphéro-cylindriques</b>								
Cylindre < + 4 sphère de - 6 à + 6	2200393, 2270413	14,94	8,96	80,00	3,66	2,20	120,00	371,10
Cylindre < + 4 sphère de < - 6 ou > + 6	2219381, 2283953	36,28	21,77	100,00	6,86	4,12	140,00	414,94
Cylindre > + 4 sphère de - 6 à + 6	2238941, 2268385	27,90	16,74	120,00	6,25	3,75	160,00	454,20
Cylindre > + 4 sphère < - 6 ou > + 6	2206800, 2245036	46,50	27,90	140,00	9,45	5,67	180,00	498,04
<b>Verres multifocaux ou progressifs sphériques</b>								
Sphère de - 4 à + 4	2264045, 2259245	39,18	23,51	130,00	7,32	4,39	200,00	535,49
Sphère < - 4 ou > + 4	2202452, 2238792	43,30	25,98	150,00	10,82	6,49	220,00	579,69
<b>Verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques</b>								
Sphère de - 8 à + 8	2240671, 2282221	43,60	26,16	160,00	10,37	6,22	230,00	599,15

GRILLE N° 2		ENFANTS < 18 ANS				RBT TOT.	ADULTES			RBT TOT.	
Type de verre		Code LPP	LPP < 18 ans	Rbt sécurité sociale	Rbt ass. (*)	2 V + 1 M	Code LPP	LPP > 18 ans	Rbt sécurité sociale	Rbt ass. (*)	2 V + 1 M
Sphère < - 8 ou > + 8		2234239, 2259660	66,62	39,97	180,00	543,24	2202239, 2252042	24,54	14,72	250,00	656,15
Monture		2210546	30,49	18,29	85,00		2223342	2,84	1,70	125,00	

(\*) Le remboursement assureur s'entend par verre ; les verres + monture sont limités à une paire tous les 2 ans pour les adultes, sauf changement de correction médicalement constaté.

GRILLE N° 3		ENFANTS < 18 ANS			RBT TOT.	ADULTES				RBT TOT.
Type de verre	Code LPP	LPP < 18 ans	Rbt sécurité sociale	Rbt ass. (*)	2 V + 1 M	Code LPP	LPP > 18 ans	Rbt sécurité sociale	Rbt ass. (*)	2 V + 1 M
<b>Verres à simple foyer, sphériques</b>										
Sphère de - 6 à + 6	2242457, 2261874	12,04	7,22	80,00	292,74	2203240, 2287916	2,29	1,37	120,00	394,45
Sphère de - 6,25 à - 10 ou de + 6,25 à + 10	2243540, 2291088	26,68	16,01	100,00	350,31	2265330, 2280660	4,12	2,47	140,00	436,65
Sphère < - 10 ou > + 10	2248320, 2273854	44,97	26,98	120,00	412,26	2235776, 2295896	7,62	4,57	160,00	480,85
<b>Verres à simple foyer, sphéro-cylindriques</b>										
Cylindre < + 4 sphère de - 6 à + 6	2200393, 2270413	14,94	8,96	90,00	316,22	2226412, 2259966	3,66	2,20	130,00	416,10
Cylindre < + 4 sphère de < - 6 ou > + 6	2219381, 2283953	36,28	21,77	110,00	381,83	2254868, 2284527	6,86	4,12	150,00	459,94
Cylindre > + 4 sphère de - 6 à + 6	2238941, 2268385	27,90	16,74	130,00	411,77	2212976, 2252668	6,25	3,75	170,00	499,20
Cylindre > + 4 sphère < - 6 ou > + 6	2206800, 2245036	46,50	27,90	150,00	474,09	2288519, 2299523	9,45	5,67	190,00	543,04
<b>Verres multifocaux ou progressifs sphériques</b>										
Sphère de - 4 à + 4	2264045, 2259245	39,18	23,51	140,00	445,31	2290396, 2291183	7,32	4,39	210,00	580,49
Sphère < - 4 ou > + 4	2202452, 2238792	43,30	25,98	160,00	490,25	2245384, 2295198	10,82	6,49	230,00	624,69
<b>Verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques</b>										
Sphère de - 8 à + 8	2240671, 2282221	43,60	26,16	170,00	510,61	2227038, 2299180	10,37	6,22	240,00	644,15

GRILLE N° 3		ENFANTS < 18 ANS				ADULTES				RBT TOT.	RBT TOT.
Type de verre		Code LPP	LPP < 18 ans	Rbt sécurité sociale	Rbt ass. (*)		Code LPP	LPP > 18 ans	Rbt sécurité sociale	Rbt ass. (*)	
Sphère < -8 ou > + 8		2234239, 2259660	66,62	39,97	190,00		2202239, 2252042	24,54	14,72	260,00	701,15
Monture		2210546	30,49	18,29	100,00		2223342	2,84	1,70	150,00	
(*) Le remboursement assureur s'entend par verre ; les verres + monture sont limités à une paire tous les 2 ans pour les adultes, sauf changement de correction médicalement constaté.											

Brochure n° 3081

**Conventions collectives nationales**

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

**ACCORD DU 27 AVRIL 2015  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> MAI 2015  
(AQUITAINE)**

NOR : ASET1550611M

IDCC : 87, 135

Entre :

L'UNICEM Aquitaine,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

Le SICMA ;

L'URCB CFDT,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à la convention collective nationale du 12 juillet 1955, à l'accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application professionnel*

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

**Article 2**

*Champ d'application territorial*

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques.

### Article 3

#### *Salaires mensuels minimaux garantis*

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	VALEUR MENSUELLE
I	1	1 457,60
	2	1 479,00
II	1	1 480,80
	2	1 502,00
	3	1 547,00
III	1	1 552,50
	2	1 577,00
	3	1 624,00
IV	1	1 629,00
	2	1 656,00
	3	1 714,00
V	1	1 719,00
	2	1 773,50
	3	1 896,50
VI	1	1 929,00
	2	2 005,00
	3	2 164,50
VII	1	2 207,50
	2	2 340,00
	3	2 552,00

### Article 4

#### *Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels*

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des rémunérations pour heures supplémentaires ;
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, le dimanche et les jours fériés ;
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient ;
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle ;
- de la prime de vacances conventionnelle ;
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non compris les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

## **Article 5**

### *Date d'entrée en vigueur*

Cet accord s'applique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2015.

## **Article 6**

### *Adhésion*

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

## **Article 7**

### *Dépôt*

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

## **Article 8**

### *Délai d'opposition*

En application de l'article L. 2231-7 du code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l'accord signé aux organisations syndicales.

Fait à Bordeaux, le 27 avril 2015.

(Suivent les signatures.)



## ANNEXE

### Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et de matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Classe 14 : minéraux divers	
Groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Classe 15 : matériaux de construction	
Groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Groupe 15.03	Pierres de construction
Groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Classe 87 : services divers (marchands)	
Groupe 87.05	Pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire)
Les activités relevant du groupe 15.08 « Produits en béton » ne sont pas couvertes par le présent accord.	

Brochure n° 3280

**Conventions collectives nationales  
et accords nationaux**

**INDUSTRIE DE LA FABRICATION DES CEMENTS**

IDCC : 832. – **Ouvriers**

IDCC : 833. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 363. – **Cadres**

AVENANT DU 7 AVRIL 2015

RELATIF AUX SALAIRES MENSUELS GARANTIS, AUX PRIMES

ET À LA VALEUR DU POINT AU 1<sup>ER</sup> MARS 2015

NOR : ASET1550600M

IDCC : 832, 833

Entre :

Le SFIC,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La FNCB CFDT ;

La FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Grille des salaires mensuels garantis*

A compter du 1<sup>er</sup> mars 2015, les salaires mensuels garantis sont augmentés pour être portés aux valeurs suivantes pour chaque coefficient d'emploi :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL GARANTI
140	1 465
150	1 469
160	1 475
170	1 483
180	1 493

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL GARANTI
190	1 505
205	1 595
215	1 672
225	1 753
235	1 831
245	1 913
255	1 990
270	2 106
290	2 264
310	2 427
335	2 623
360	2 835

Cette grille est établie conformément aux principes définis dans l'avenant du 16 avril 2014.

## Article 2

### *Revalorisation du « Point 100 profession »*

La valeur du point 100 profession, telle que visée aux articles 3 des conventions collectives nationales du personnel ouvrier et du personnel ETDAM du 2 février 1976, sera portée à 4,9285 € au 1<sup>er</sup> mars 2015, soit une revalorisation de 0,50 % par rapport à la dernière valeur connue du point 100 profession.

En outre, l'évolution du point 100 profession s'inscrira de façon pérenne dans une cohérence avec l'évolution des salaires mensuels garantis.

De plus, le point 100 profession sera augmenté exceptionnellement au 1<sup>er</sup> septembre 2015, pour être porté à 4,9384 €.

## Article 3

### *Prime de vacances*

Le montant de la prime de vacances telle que visée aux articles 10 (convention collective nationale du personnel ouvrier) et 9 (convention collective nationale du personnel ETDAM) est porté à 761 € au 1<sup>er</sup> mars 2015.

## Article 4

### *Prime de 13<sup>e</sup> mois et allocation de fin d'année*

Il est rappelé les termes de l'avenant du 16 avril 2014 selon lesquels :

- la prime de 13<sup>e</sup> mois est égale à 100 % du salaire mensuel garanti conventionnel du coefficient hiérarchique de l'intéressé ;
- l'allocation de fin d'année est égale à 30 % du salaire mensuel garanti conventionnel du coefficient hiérarchique de l'intéressé.

## Article 5

### *Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes*

Le présent avenant s'inscrit dans le cadre de l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes tel que prévu à l'article L. 2241-1 du code du travail.

Par ailleurs, conformément à l'accord sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes du 20 mai 2009, les parties signataires rappellent le principe selon lequel tout employeur doit garantir, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale (au sens de l'article L. 3221-4 du code du travail) et à anciennetés égales, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les disparités de rémunérations entre les établissements d'une même entreprise ne peuvent pas, pour un même emploi, être fondées sur l'appartenance des salariés de ces établissements à l'un ou à l'autre sexe.

Dès lors, les entreprises prendront les actions correctives dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire (avec les délégués syndicaux ou, à défaut, avec les institutions représentatives du personnel), afin de supprimer, à situations comparables, les écarts constatés, et qui ne peuvent s'expliquer de manière objective, à partir de leur propre rapport annuel.

## **Article 6**

### *Dispositions finales*

#### **6.1. Champ d'application**

Le présent avenant, établi en vertu des articles L. 2231-1 et L. 2231-3 du code du travail, s'applique aux entreprises qui relèvent des conventions collectives nationales de l'industrie de la fabrication des ciments du personnel ouvrier et du personnel ETDAM du 2 février 1976.

Le présent avenant s'appliquera sans préjudice des dispositions légales, et notamment des articles L. 2241-1, L. 3232-1 et L. 3232-3 du code du travail.

#### **6.2. Durée. – Entrée en vigueur**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> mars 2015.

#### **6.3. Notification. – Dépôt. – Extension**

Conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant notifie, par lettre recommandée avec avis de réception, le texte à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et de demande d'extension par la partie la plus diligente conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et L. 2261-24 du code du travail.

#### **6.4. Adhésion**

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par simple déclaration auprès du ministère en charge des relations du travail.

L'adhésion est notifiée aux parties signataires et doit faire l'objet d'un dépôt, conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

#### **6.5. Révision et dénonciation**

Le présent avenant a un caractère impératif.

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues par l'article L. 2261-9 du code du travail.

Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

Fait à Paris - La Défense, le 7 avril 2015.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3224

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1286. – CONFISERIE, CHOCOLATERIE, BISCUITERIE  
(Détaillants et détaillants-fabricants)**

---

AVENANT N° 8 DU 19 MARS 2015

À L'AVENANT N° 15 RELATIF AU REMBOURSEMENT COMPLÉMENTAIRE  
DE FRAIS DE SOINS DE SANTÉ

NOR : ASET1550606M

IDCC : 1286

---

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux de la branche se sont réunis en commission paritaire et ont décidé de modifier le régime « remboursement de frais de soins de santé » des salariés tout en étant conforme au décret n° 2014-1374 du 18 novembre 2014 définissant le contrat responsable.

Le présent avenant a pour effet de modifier partiellement et de compléter l'avenant n° 15 de la convention collective nationale de détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie.

**Article 1<sup>er</sup>**

Modification de l'article 4 *bis* « Portabilité des droits du régime de remboursement complémentaire de frais de soins de santé » de l'avenant n° 15.

L'article 4 *bis* « Portabilité des droits du régime de remboursement complémentaire de frais de soins de santé » de l'avenant n° 15 du 3 septembre 2008 est modifié comme suit :

« Article 4 *bis*

**1. Bénéficiaires et garanties maintenues**

En cas de cessation du dernier contrat de travail non consécutive à une faute lourde et ouvrant droit à indemnisation du régime obligatoire d'assurance chômage, le salarié ayant au moins 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise et pour lequel les droits à couverture complémentaire au titre du régime de « remboursement complémentaire de frais de soins de santé » à la convention collective nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie ont été ouverts pendant l'exécution de son contrat de travail bénéficie du maintien des garanties de ce régime.

Le maintien de ces garanties s'effectue dans les mêmes conditions que les salariés en activité, sauf dispositions particulières définies ci-après et sous réserve que l'ancien salarié n'ait pas expressément renoncé à l'ensemble des garanties collectives souscrites par son employeur, qu'elles soient prévues par la convention collective nationale ou par les autres modalités de mise en place des garanties prévoyance et frais de santé définies à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale. La renonciation

du salarié est définitive et doit être notifiée expressément par écrit à l'ancien employeur dans les 10 jours suivant la date de cessation du contrat de travail.

Le dispositif de portabilité tel que prévu par le présent avenant n° 8 à l'avenant n° 15 de la convention collective nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie s'applique aux cessations de contrat de travail dont la date est égale ou postérieure au 1<sup>er</sup> juin 2014.

## 2. Durée et limites de la portabilité

Le maintien des garanties prend effet dès le lendemain de la date de fin du contrat de travail. Le maintien de garanties s'applique pour une durée maximale égale à la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur, du salarié dans l'entreprise, appréciée en mois entiers, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, dans la limite de 12 mois.

En tout état de cause, le maintien des garanties cesse :

- lorsque le bénéficiaire du dispositif de portabilité reprend un autre emploi ;
- dès qu'il ne peut plus justifier auprès de l'entreprise de son statut de demandeur d'emploi indemnisé par le régime obligatoire d'assurance chômage ;
- à la date d'effet de la liquidation de la pension de vieillesse de la sécurité sociale ;
- en cas de décès.

La suspension des allocations du régime obligatoire d'assurance chômage pour cause de maladie ou pour tout autre motif n'a pas d'incidence sur le calcul de la durée du maintien des garanties, qui ne sera pas prolongée d'autant.

En cas de modification ou de révision des garanties des salariés en activité, les garanties des assurés bénéficiant du dispositif de portabilité seront modifiées ou révisées dans les mêmes conditions.

## 3. Financement de la portabilité

Le maintien des garanties au titre de la portabilité est financé par les cotisations des entreprises et des salariés en activité (part patronale et part salariale) définies à l'article 5 du régime de remboursement complémentaire de frais de soins de santé.

## 4. Changement d'organisme assureur

En cas de changement d'organisme assureur, les bénéficiaires du dispositif de portabilité relevant des présentes stipulations seront affiliés dans les mêmes conditions que les salariés en activité auprès du nouvel organisme assureur.

## 5. Révision du dispositif de portabilité

Le présent dispositif de portabilité est susceptible d'évoluer en cas de modification de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale. Ces modifications seront constatées par voie d'avenant. »

## Article 2

### *Modification de l'article 10 « Cessation des garanties » de l'avenant n° 15*

L'article 10 « Cessation des garanties » de l'avenant n° 15 du 3 septembre 2008 est modifié comme suit :

« Pour tout salarié, la garantie cesse d'être accordée à l'expiration du mois au cours duquel prend fin le contrat de travail qui lie le salarié à l'entreprise adhérente ou, en cas de maintien des droits au titre de l'article 4 *bis* du présent régime, le dernier jour du mois au cours duquel le bénéficiaire cesse d'être garanti.

A titre exceptionnel et à condition que la totalité des cotisations mensuelles afférentes à la période de couverture ait été acquittée, la garantie peut être maintenue jusqu'à la fin du trimestre au cours duquel prend fin le contrat de travail.

Dans le respect de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 et de son décret d'application n° 90-769 du 30 août 1990, l'organisme assureur adresse une proposition de maintien, à titre individuel, de la couverture frais de santé, sans condition de période probatoire ni d'exams ou questionnaires médicaux :

- au profit des anciens salariés bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité, d'une pension de retraite ou, s'ils sont privés d'emploi, d'un revenu de remplacement, sans condition de durée ;
- au profit des personnes garanties du chef de l'assuré décédé, pendant une durée minimale de 12 mois à compter du décès, sous réserve que les intéressés en fassent la demande dans les 6 mois suivant le décès.

Afin de bénéficier des dispositions de l'article 4 de la loi Evin, les anciens salariés visés par l'article 4 *bis* du présent régime doivent en faire la demande auprès de l'organisme assureur dans les 6 mois qui suivent la rupture de leur contrat de travail ou, le cas échéant, dans les 6 mois suivant l'expiration de la période durant laquelle ils bénéficient du dispositif de portabilité.

Les anciens salariés qui feront valoir ce droit devront justifier régulièrement de leur situation auprès de l'organisme assureur.

Afin de garantir un haut degré de solidarité du régime – et notamment de solidarité intergénérationnelle par le biais de la mutualisation des cotisations des anciens salariés avec celles des salariés actifs –, la cotisation retenue est égale à 150 % de la cotisation des actifs prévue à l'article 5 du régime de remboursement de frais de soins de santé appelée à 125 %.

La nouvelle adhésion prendra effet, au plus tard, au lendemain de la demande.

Pour les ayants droit d'un salarié décédé ayant bénéficié de la gratuité prévue à l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 3 à l'avenant n° 15 du 7 septembre 2011, le bénéfice du maintien de couverture défini ci-dessus en application de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 prendra effet à l'issue de leur période de gratuité, sous réserve qu'ils en fassent expressément la demande. »

### Article 3

#### *Modification de l'annexe à l'avenant n° 15 relatif à la mise en place d'un régime de frais de soins de santé (tableau de garanties)*

« Sont couverts, selon les conditions du régime conventionnel, tous les actes et frais de soins de santé ayant fait l'objet d'un remboursement et d'un décompte individuel de la sécurité sociale, relevant des postes de garanties détaillées ci-dessous.

Pendant la période de garantie, les exclusions et les limitations de garanties ne s'appliquent pas lorsqu'elles ont pour effet d'empêcher les prises en charge minimales prévues à l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

POSTE	NIVEAU DE COUVERTURE, Y COMPRIS LES PRESTATIONS du régime de base de la sécurité sociale et/ou d'éventuels organismes complémentaires
<b>Hospitalisation médicale et chirurgicale. – Maternité</b>	
Frais de séjour	200 % de la BR
Honoraires : actes de chirurgie (ADC), actes d'anesthésie (ADA), autres honoraires	235 % BR médecins adhérents au CAS 200 % BR médecins non adhérents au CAS
Chambre particulière en secteur conventionné	60 € par jour, limité à 20 jours par année civile

POSTE	NIVEAU DE COUVERTURE, Y COMPRIS LES PRESTATIONS du régime de base de la sécurité sociale et/ou d'éventuels organismes complémentaires
Forfait hospitalier engagé	100 % des frais réels dans la limite de la législation en vigueur
Frais d'accompagnement (enfant à charge de moins de 16 ans, sur présentation d'un justificatif)	25 € par jour, limité à 20 jours par année civile
Transport (accepté par la sécurité sociale)	100 % de la BR
<b>Actes médicaux</b>	
Généralistes	170 % BR médecins adhérents au CAS 150 % BR médecins non adhérents au CAS
Spécialistes	200 % BR médecins adhérents au CAS 170 % BR médecins non adhérents au CAS
Actes de chirurgie (ADC), actes techniques médi- caux (ATM)	170 % BR médecins adhérents au CAS 150 % BR médecins non adhérents au CAS
Actes d'imagerie médicale (ADI), actes d'écho- graphie (ADE)	135 % BR médecins adhérents au CAS 100 % BR médecins non adhérents au CAS
Auxiliaires médicaux	100 % de la BR
Analyses	100 % de la BR
<b>Actes médicaux non remboursés par la sécurité sociale</b>	
Chirurgie réfractive (les deux yeux)	Crédit de 150 € par bénéficiaire et par année civile
<b>Pharmacie (acceptée par la sécurité sociale)</b>	
Pharmacie	100 % du TFR
<b>Dentaire (*)</b>	
Soins dentaires	100 % de la BR
Inlay simple et onlay	360 % de la BR
Prothèses dentaires remboursées par la sécurité sociale	360 % de la BR
Inlay core et inlay à clavettes	220 % de la BR
Prothèses dentaires non remboursées par la sécu- rité sociale <sup>(1)</sup>	250 % de la BR
Orthodontie acceptée par la sécurité sociale	300 % de la BR
Orthodontie refusée par la sécurité sociale	200 % de la BR
<b>Actes dentaires hors nomenclature</b>	
Parodontologie	Crédit de 200 € par bénéficiaire et par année civile
Implants dentaires <sup>(2)</sup>	Crédit de 200 € par bénéficiaire et par année civile
<b>Prothèses non dentaires (acceptées par la sécurité sociale)</b>	
Prothèses auditives	100 % de la BR + crédit global de 600 € par bénéficiaire et par année civile
Orthopédie et autres prothèses	



POSTE	NIVEAU DE COUVERTURE, Y COMPRIS LES PRESTATIONS du régime de base de la sécurité sociale et/ou d'éventuels organismes complémentaires
<b>Optique (**)</b>	
Monture + verres	« Cette garantie prévoit une prise en charge limitée à un équipement composé de deux verres et d'une monture par période de 2 ans. Pour l'appréciation de la période de 2 ans permettant un renouvellement, le point de départ est fixé à la date d'acquisition d'un équipement optique (ou du premier élément de l'équipement dans l'hypothèse d'un remboursement demandé en deux temps). Cette période est réduite à 1 an pour les frais exposés pour l'acquisition d'un équipement pour un mineur ou en cas de renouvellement de l'équipement justifié par une évolution de la vue. »
Monture	RSS + forfait de 100 €
Verres unifocaux simples	RSS + forfait de 70 € par verre
Verres unifocaux complexes	RSS + forfait de 85 € par verre
Verres multifocaux ou progressifs simples	RSS + forfait de 110 € par verre
Verres multifocaux ou progressifs complexes	RSS + forfait de 140 € par verre
Lentilles acceptées par la sécurité sociale	RSS + crédit de 220 € par bénéficiaire et par année civile
Lentilles refusées par la sécurité sociale (y compris lentilles jetables)	Crédit de 220 € par bénéficiaire et par année civile
<b>Maternité</b>	
Forfait par enfant déclaré	100 €
<b>Actes hors nomenclature</b>	
Acupuncture, chiropractie et ostéopathie (intervention par des praticiens inscrits auprès d'une association agréée)	Prise en charge de 50 € par consultation avec un maximum de 4 prises en charge par année civile
<b>Prévention (décret n° 2005-1226 du 29 septembre 2005 et de ses arrêtés subséquents)</b>	
<p>Scellement prophylactique des puits, sillons et fissures (SC8), sous réserve que l'acte soit effectué sur les premières et deuxième molaires permanentes, qu'il n'intervienne qu'une fois par dent et qu'il soit réalisé en cas de risque carieux et avant le 14<sup>e</sup> anniversaire.</p> <p>Détartrage annuel complet sus- et sous-gingival effectué en 2 séances maximum (SC12)</p> <p>Bilan du langage oral et/ou bilan d'aptitudes à l'acquisition du langage écrit (AM024), à condition qu'il s'agisse d'un premier bilan réalisé chez un enfant de moins de 14 ans.</p> <p>Dépistage de l'hépatite B (codes NABM 4713, 4714, 0323, 0351).</p> <p>Dépistage une fois tous les 5 ans des troubles de l'audition chez les personnes âgées de plus de 50 ans pour un des actes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– audiométrie tonale ou vocale (CDQP010) ;</li> <li>– audiométrie tonale avec tympanométrie (CDQP015) ;</li> </ul>	

POSTE	NIVEAU DE COUVERTURE, Y COMPRIS LES PRESTATIONS du régime de base de la sécurité sociale et/ou d'éventuels organismes complémentaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>– audiométrie vocale dans le bruit (CDQP011) ;</li> <li>– audiométrie tonale et vocale (CDQP012) ;</li> <li>– audiométrie tonale et vocale avec tympanométrie (CDQP002).</li> </ul> <p>L'acte d'ostéodensitométrie remboursable par l'assurance maladie obligatoire ; sans préjudice des conditions d'inscription de l'acte sur la liste mentionnée à l'article L. 162-1-7, la prise en charge au titre du présent arrêté est limitée aux femmes de plus de 50 ans, une fois tous les 6 ans.</p> <p>Les vaccinations suivantes, seules ou combinées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– vaccination diphtérie, tétanos et poliomyélite quel que soit l'âge ;</li> <li>– vaccination de la coqueluche et de l'hépatite B avant 14 ans ;</li> <li>– vaccination du BCG avant 6 ans ;</li> <li>– vaccination de la rubéole pour les adolescentes qui n'ont pas été vaccinées et pour les femmes non immunisées désirant un enfant ;</li> <li>– vaccination de l'<i>haemophilus influenzae</i> B ;</li> <li>– vaccination contre les infections invasives à pneumocoques pour les enfants de moins de 18 mois.</li> </ul>	100 % de la BR
<p>BR : base de remboursement de la sécurité sociale.  TFR : tarif forfaitaire de responsabilité.  RSS : remboursement sécurité sociale.  FR : frais réels engagés par l'assuré.  CAS : contrat d'accès aux soins.  (*) Détail du poste dentaire :  (1) La garantie prothèse dentaire non remboursée comprend les actes suivants :  – couronnes dentaires : HBLD038, HBLD036, à l'exclusion des couronnes ou dents à tenon préfabriquées, couronnes ou dents à tenon provisoires, couronnes à recouvrement partiel ;  – prothèses supra-implantaires : HBLD132, HBLD492, HBLD118, HBLD199, HBLD240, HBLD236, HBLD217, HBLD171 ;  – bridges : HBLD040, HBLD043, HBLD033, HBLD023, et les actes annexes s'y rapportant : HBMD490, HBMD342, HBMD082, HBMD479, HBMD433, HBMD072, HBMD081, HBMD087, à l'exclusion des prothèses dentaires sur dents temporaires, prothèses dentaires ou dents à tenon préfabriquées, prothèses dentaires ou dents à tenon provisoires, les piliers de bridge à recouvrement partiel.  (2) La garantie implantologie non remboursée comprend la pose d'un implant à l'exclusion de tout acte annexe (scanner, pilier, couronne).</p>	

(\*\*) Détail du poste optique :

ADULTE (> OU = 18 ANS) Code LPP	UNIFOCAUX/ multifocaux	AVEC/SANS cylindre	SPHÈRE	MONTANT EN € par verre
2203240 : verre blanc 2287916 : verre teinté	Unifocaux	Sphérique	de – 6 à + 6	70
2280660 : verre blanc 2282793 : verre blanc 2263459 : verre teinté 2265330 : verre teinté			de – 6,25 à – 10 ou de + 6,25 à + 10	85
2235776 : verre blanc 2295896 : verre teinté			< à – 10 ou > à + 10	85
2259966 : verre blanc 2226412 : verre teinté		Cylindre < 4	de – 6 à + 6	70
2284527 : verre blanc 2254868 : verre teinté			< à – 6 ou > à + 6	85

ADULTE (> OU = 18 ANS) Code LPP	UNIFOCAUX/ multifocaux	AVEC/SANS cylindre	SPHÈRE	MONTANT EN € par verre
2212976 : verre blanc 2252668 : verre teinté		Cylindre > 4	de - 6 à + 6	85
2288519 : verre blanc 2299523 : verre teinté			< à - 6 ou > à + 6	85
2290396 : verre blanc 2291183 : verre teinté	Multifocaux	Sphérique	de - 4 à + 4	110
2245384 : verre blanc 2295198 : verre teinté			< - 4 et > + 4	140
2227038 : verre blanc 2299180 : verre teinté		Tout cylindre	de - 8 à + 8	110
2202239 : verre blanc 2252042 : verre teinté			< - 8 et > + 8	140

ENFANT (< 18 ANS) Code LPP	UNIFOCAUX/ multifocaux	AVEC/SANS cylindre	SPHÈRE	MONTANT EN € par verre
2261874 : verre blanc 2242457 : verre teinté			de - 6 à + 6	70
2243540 : verre blanc 2297441 : verre teinté 2243304 : verre blanc 2291088 : verre teinté		Sphérique	de - 6,25 à - 10 ou de + 6,25 à + 10	85
2273854 : verre blanc 2248320 : verre teinté			< - 10 ou > + 10	85
2283953 : verre blanc 2219381 : verre teinté			< - 6 et > + 6	85
2238941 : verre blanc 2268385 : verre teinté		Cylindre > 4	de - 6 à + 6	85
2245036 : verre blanc 2206800 : verre teinté			< - 6 et > + 6	85
2259245 : verre blanc 2264045 : verre teinté	Multifocaux	Sphérique	de - 4 à + 4	110
2238792 : verre blanc 2202452 : verre teinté			< - 4 ou > + 4	140
2240671 : verre blanc 2282221 : verre teinté		Tout cylindre	de - 8 à + 8	110
2234239 : verre blanc 2259660 : verre teinté			< - 8 ou > + 8	140

#### Article 4

*Date d'effet*

Le présent avenant prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2015.

## Article 5

### *Dépôt. – Extension*

Le présent avenant fera l'objet des mesures de dépôt prévues par les articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent avenant. La confédération nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie, 64, rue de Caumartin, 75009 Paris, est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 19 mars 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

CNDC.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAACFE-CGC.

Brochure n° 3145

**Convention collective nationale**

**IDCC : 915. – ENTREPRISES D'EXPERTISES  
EN MATIÈRE D'ÉVALUATIONS  
INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES**

---

ADHÉSION PAR LETTRE DU 2 JUIN 2015  
DE LA FÉDÉRATION CFDT DES BANQUES ET DES ASSURANCES  
À LA CONVENTION  
NOR : ASET1550610M  
IDCC : 915

---

Paris, le 2 juin 2015.

*La fédération CFDT des banques et des assurances, 47-49, avenue Simon-Bolivar, 75950 Paris  
Cedex 19, au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue  
social, direction générale du travail, service des conventions collectives nationales, 101, rue de  
Grenelle, 75700 Paris*

Madame, Monsieur,

Par application des dispositions combinées des articles L. 2261-3 et L. 2261-4 du code du travail, je vous informe que la fédération CFDT des banques et des assurances, domiciliée 47-49, avenue Simon-Bolivar, 75950 Paris, a décidé d'adhérer par la présente à la convention collective nationale des entreprises d'expertise en matière d'évaluations industrielles et commerciales du 7 décembre 1976, étendue par arrêté du 5 juillet 1977, ainsi qu'à l'ensemble de ses avenants.

Aussi, nous vous prions de bien vouloir prendre acte de notre démarche et prendre toutes mesures aux fins de l'officialiser, ainsi que de nous adresser le récépissé de dépôt d'adhésion.

Nous vous saurions également gré de bien vouloir nous indiquer, par retour de courrier, la liste de tous les adhérents actuels à cette convention.

Je vous prie de croire en l'assurance de mes salutations distinguées.

Brochure n° 3271

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1631. – HÔTELLERIE DE PLEIN AIR**

ACCORD DU 26 MAI 2015  
RELATIF AU FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1550608M  
IDCC : 1631

**PRÉAMBULE**

Les parties signataires du présent accord entendent poursuivre la dynamique qui a été impulsée dans la branche HPA en matière de formation et de professionnalisation. Aussi, dans le cadre réformé du financement de la formation professionnelle et dans l'attente des négociations en cours d'un nouvel accord de branche sur la formation, elles entendent maintenir un niveau de ressources mutualisées à même de porter la politique de formation de la branche professionnelle.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux entreprises visées à l'article 1.1 de la convention collective nationale de l'hôtellerie de plein air du 2 juin 1993 modifié par l'avenant n° 3 du 25 octobre 1995 étendu, ainsi qu'à leurs salariés.

**Article 2**

*Contribution légale*

Les employeurs doivent verser, tous les ans, à l'OPCA désigné par la branche, AGEFOS-PME, une contribution au développement de la formation professionnelle continue de :

- 0,55 % du montant des rémunérations versées pendant l'année en cours pour les entreprises de moins de 10 salariés ;
- 1 % du montant des rémunérations versées pendant l'année en cours pour les entreprises d'au moins 10 salariés.

Ces taux de contribution légale s'appliquent à compter du versement 2016 sur les rémunérations 2015.

**Article 3**

*Contribution conventionnelle*

Les partenaires sociaux décident de mettre en place, en plus de la contribution légale au développement de la formation professionnelle, une contribution conventionnelle, afin de se doter des moyens nécessaires à la mise en place de leur politique de formation. Cette contribution est obligatoirement versée à l'OPCA, AGEFOS-PME, désigné par la branche.

Cette contribution conventionnelle est de 0,18 % de la masse salariale, pour toutes les entreprises de la branche, quel que soit leur effectif salarié.

Cette contribution a pour objet le développement de la formation professionnelle continue. Elle est mutualisée dans une section comptable à part au sein de l'OPCA et gérée par la section professionnelle paritaire.

Une annexe au présent accord récapitule les taux de contributions légale et conventionnelle, selon l'effectif des entreprises et par affectation.

#### **Article 4**

##### *Dépôt. – Extension. – Durée. – Date d'effet*

Sous réserve du respect des conditions de validité telles qu'énoncées à l'article L. 2232-6 du code du travail, le présent accord fera l'objet de la procédure relative au dépôt et à la demande d'extension conformément aux dispositions légales en vigueur.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Le présent accord prendra effet au premier jour du mois suivant la date de la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 26 mai 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FNHPA.

#### **Syndicats de salariés :**

FS CFDT ;

CGT ;

CSFV CFTC ;

FGTA FO.

## ANNEXE

### Tableau récapitulatif des taux de contributions à la formation continue des entreprises e la branche HPA

*(En pourcentage.)*

	MOINS de 10 salariés	DE 10 à – 50 salariés	DE 50 à – 300 salariés	300 SALARIÉS et plus
FPSP		0,15	0,20	0,20
CIF		0,15	0,20	0,20
CPF		0,20	0,20	0,20
Professionalisation	0,15	0,30	0,30	0,40
Plan de formation	0,40	0,20	0,10	
Total contribution légale	0,55	1	1	1
Contribution conventionnelle	0,18	0,18	0,18	0,18
Total taux de contribution	0,73	1,18	1,18	1,18



**Convention collective départementale**

**IDCC : 2221. – MENSUELS DES INDUSTRIES DES MÉTAUX  
(Isère et Hautes-Alpes)  
(13 septembre 2001)**

*(Bulletin officiel n° 2002-2 bis)*

*(Etendue par arrêtés du 8 avril 2003 et du 11 mai 2004,  
Journal officiel du 19 avril 2003 et du 22 mai 2004)*

**AVENANT DU 19 MAI 2015**

**RELATIF À LA PORTABILITÉ DES GARANTIES DE PRÉVOYANCE**

NOR : ASET1550616M

IDCC : 2221

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour objet de mettre en place le mécanisme de portabilité de la garantie prévoyance, prévue à l'article 47 de la convention collective territoriale, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015 conformément aux dispositions relatives à la loi de sécurisation de l'emploi n° 2013-504 du 14 juin 2013 et de modifier en conséquence les taux de cotisation à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Portabilité*

**1. Bénéficiaires et garanties maintenues**

En cas de cessation du dernier contrat de travail non consécutive à une faute lourde et ouvrant droit à une prise en charge par le régime obligatoire d'assurance chômage, les salariés mensuels bénéficient du maintien des garanties prévues au présent régime.

Le présent dispositif de portabilité s'applique aux cessations de contrat de travail dont la date est égale ou postérieure au 1<sup>er</sup> juin 2015.

Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à garanties aient été ouverts chez le dernier employeur avant la date de cessation du contrat de travail.

Le maintien de ces garanties s'effectue dans les mêmes conditions que les salariés en activité, sauf dispositions particulières définies ci-après.

L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail.

L'ancien salarié justifie auprès de l'organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, qu'il remplit les conditions requises pour en bénéficier.

Toute révision du présent régime entraînant une modification des garanties, à la hausse comme à la baisse, sera répercutée sur le niveau de couverture des anciens salariés bénéficiaires de la portabilité, selon les mêmes modalités que pour les salariés en activité.

## 2. Salaire de référence

Le salaire de référence servant de base au calcul des prestations est celui défini pour les salariés en activité pour chaque garantie maintenue, étant précisé que la période prise en compte est celle précédant la date de cessation du contrat de travail. Pour la détermination du salaire de référence, sont exclues les sommes liées à la cessation du contrat de travail (indemnités de licenciement, indemnités compensatrices de congés payés et toutes autres sommes versées à titre exceptionnel).

## 3. Garantie incapacité temporaire de travail

L'indemnisation au titre de la garantie incapacité de travail telle que définie à l'article 47 de la présente convention collective interviendra pour tous les bénéficiaires de la portabilité à l'issue d'une franchise fixe continue de 90 jours par arrêt.

En tout état de cause, l'indemnisation prévue ne peut conduire l'intéressé à percevoir une indemnisation supérieure au montant de l'allocation nette du régime obligatoire d'assurance chômage à laquelle il ouvre droit et qu'il aurait perçue au titre de la même période.

## 4. Durée et limites de la portabilité

Le maintien des garanties prend effet dès le lendemain de la date de fin du contrat de travail.

Le maintien des garanties s'applique pour une durée maximale égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail du salarié dans l'entreprise ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur, appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, dans la limite de 12 mois.

En tout état de cause, le maintien des garanties cesse lorsque le bénéficiaire du dispositif de portabilité reprend un autre emploi, dès que l'ancien salarié ne peut plus justifier de son statut de demandeur d'emploi indemnisé par le régime obligatoire d'assurance chômage, à la date d'effet de la liquidation de la pension de vieillesse de la sécurité sociale, en cas de décès.

La suspension des allocations du régime obligatoire d'assurance chômage, quel qu'en soit le motif, n'a pas d'incidence sur le calcul de la durée du maintien des garanties, qui ne sera pas prolongée d'autant.

## 5. Changement d'organisme assureur

En cas de changement d'organisme assureur :

- les prestations en cours seront maintenues par le précédent organisme assureur ;
- les bénéficiaires du dispositif de portabilité relevant des présentes stipulations cessent d'être garantis par l'ancien organisme assureur et seront affiliés auprès du nouvel organisme assureur pour la période de maintien des garanties restant à courir ; il appartient en conséquence à l'entreprise d'organiser, auprès de son nouvel organisme assureur, la poursuite du maintien des garanties des anciens salariés, afin que ceux-ci continuent de bénéficier des mêmes garanties que les salariés en activité.

## Article 2

### *Cotisations ART D*

Il est ajouté au paragraphe D de l'article 47 de la convention collective les dispositions suivantes :

« A compter du 1<sup>er</sup> juin 2015, en conformité avec les dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, les mensuels de l'Isère et des Hautes-Alpes bénéficient du maintien à titre gratuit de la couverture prévoyance du présent régime conventionnel en cas de cessation du contrat de travail, dans le cadre des règles de portabilité précitées.

En conséquence, le financement des périodes de maintien des garanties en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge du régime d'assurance chômage est désormais

inclus dans la cotisation acquittée au titre des salariés en activité par mutualisation. La période maximale de maintien passe en outre de 9 à 12 mois. Pour ces raisons, les cotisations applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015 sont les suivantes :

### Taux et répartition

(En pourcentage.)

MENSUEL	TAUX DE COTISATION TA*/TB**
Décès toutes causes + invalidité absolue et définitive (3 <sup>e</sup> catégorie)	0,20
Rente éducation OCIRP	0,10
Incapacité temporaire de travail	0,26
Invalidité	0,59
Taux global	1,15
<small>* Tranche A (TA) : partie du salaire brut limitée au plafond annuel de la sécurité sociale.  ** Tranche B (TB) : partie du salaire brut comprise entre 1 fois et 4 fois le plafond annuel de la sécurité sociale.</small>	

La cotisation globale de 1,15 % sur les tranches A et B est financée à 50 % par les employeurs et à 50 % par les salariés, soit 0,575 % à la charge du salarié et 0,575 % à la charge de l'employeur ; la participation salariale inclut l'intégralité du financement de la garantie incapacité temporaire de travail, soit 0,26 %. »

### Article 3

#### *Date d'application*

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent avenant prendront effet au 1<sup>er</sup> juin 2015 ; celles de l'article 2 relatives à la cotisation prendront effet au 1<sup>er</sup> juillet 2015.

### Article 4

#### *Formalités administratives*

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires (une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique) auprès des services centraux du ministre chargé du travail et en un exemplaire au greffe du conseil de prud'hommes dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

En outre, il est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour sa remise à chacun des signataires et pour l'accomplissement des formalités administratives précitées.

Le présent avenant pourra faire l'objet d'une demande d'extension si l'une des parties signataires le souhaitait.

Fait à Grenoble, le 19 mai 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

UDIMEC Isère.

#### **Syndicats de salariés :**

USM FO ;

SYMÉTAL 38 ;

CFE-CGC SMI Isère ;  
USTM CGT Isère ;  
CFTC métallurgie Isère.

CONVENTIONS COLLECTIVES

**Convention collective**

**IDCC : 2266. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**

**(Mayenne)**

**(11 janvier 1993)**

*(Bulletin officiel n° 2002-6 bis)*

*(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,*

*Journal officiel du 23 juin 2004)*

---

**ACCORD DU 30 AVRIL 2015**

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES**

**GARANTIES POUR L'ANNÉE 2015**

NOR : ASET1550598M

IDCC : 2266

Entre :

L'UIMM de la Mayenne,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFTEC métallurgie ;

La CFDT métaux,

D'autre part,

il est convenu ce qui suit, en annexe aux dispositions de l'article 14 de l'avenant « A » de la convention collective de la métallurgie de la Mayenne.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations minimales hiérarchiques*

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015 pour l'application de la convention collective, le barème des rémunérations minimales hiérarchiques du personnel OATAM des industries métallurgiques de la Mayenne, servant de base de calcul à la prime d'ancienneté (art. A.16) et aux indemnités de panier et de casse-croûte (art. A.20), sera sur la base d'une valeur de point fixée à 4,77 € (base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures).

**Article 2**

*Rémunérations minimales annuelles garanties*

Les garanties annuelles de rémunération effective, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, telles que définies à l'article A.14 de l'avenant « A » de la convention collective de la Mayenne, sont fixées à compter de l'année 2015 selon le barème suivant.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION
I	1	140	17 495
	2	145	17 500
	3	155	17 505
II	1	170	17 560
	2	180	17 581
	3	190	17 633
III	1	215	17 823
	2	225	17 879
	3	240	18 029
IV	1	255	19 094
	2	270	19 722
	3	285	20 335
V	1	305	21 409
	2	335	23 610
	3	365	26 325
	4	395	28 718

### **Article 3**

#### *Publicité*

Le présent avenant est établi en vertu des articles L. 2231-1 et suivants du code du travail.

Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Laval, le 30 avril 2015.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective d'arrondissement**

**IDCC : 1007. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
CONNEXES ET SIMILAIRES**

**(Thiers)**

**(11 avril 1979)**

(Etendue par arrêté du 16 mai 1980,

*Journal officiel* du 8 juin 1980)

ADHÉSION PAR LETTRE DU 10 JUIN 2015

DE LA CGT MÉTAUX À LA CONVENTION

NOR : ASET1550609M

IDCC : 1007

Thiers, le 10 juin 2015.

*La section des métaux CGT, 19, rue des Docteurs-Dumas, 63300 Thiers, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15*

Monsieur le directeur,

En application des dispositions légales et réglementaires, nous avons l'honneur de déposer auprès de vos services l'acte par lequel notre organisation adhère à la convention collective du travail des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers.

Vous trouverez joint à ce courrier, en un exemplaire :

- l'acte d'adhésion ;
- la copie des courriers et des accusés de réception de notification à l'ensemble des organisations représentatives.

Nous vous informons qu'un courriel a été adressé, ce même jour de cet acte, à l'adresse suivante : [depot.accord@travail.gouv.fr](mailto:depot.accord@travail.gouv.fr)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de nos sincères salutations.

*Le secrétaire.*

Brochure n° 3291

**Conventions collectives nationales**  
**PRESSE HEBDOMADAIRE RÉGIONALE**

IDCC : 1563. – **Cadres**

IDCC : 1281. – **Employés**

ACCORD DU 27 MARS 2015  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2015

NOR : ASET1550602M  
IDCC : 1281

Entre :

La FPPR,

D'une part, et

Le SNJ ;

La FC CFTC ;

La F3C CFDT ;

Le SNPEP FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Au terme d'une négociation paritaire menée dans le cadre de la révision quinquennale de la grille des salaires minima des employés des entreprises adhérentes de la fédération de la presse périodique régionale, les parties signataires ont adopté les dispositions suivantes :

1. Les fonctions, leurs définitions et le positionnement de chacune dans la classification ne sont pas modifiés ;
2. Une nouvelle grille des salaires conventionnels minima est instaurée. Elle résulte de la mise en place de nouveaux coefficients et d'une nouvelle valeur du point, et figure en annexe du présent accord ;
3. La mise en œuvre effective de la nouvelle grille par les entreprises adhérentes de la fédération de la presse périodique régionale (FPPR) interviendra au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;
4. Chaque collaborateur des entreprises de la FPPR relevant de la catégorie des employés sera informé, à l'initiative de l'employeur et au plus tard dans les 15 jours précédant l'application de la nouvelle grille, de l'existence de celle-ci, de son nouveau référentiel de coefficients et de la nouvelle valeur du point ;



5. Les parties signataires reconnaissent la nécessité de constituer une commission de suivi paritaire, chargée d'examiner les différends éventuels qui lui seraient soumis, pour tenter d'y apporter une solution amiable. Cette commission pourra être saisie pendant une durée de 6 mois au-delà du délai limite d'application ;

6. Conformément à une pratique constante, la revalorisation conventionnelle des salaires minima introduite par la nouvelle grille de salaires dans le cadre du présent accord est sans effet sur les salaires réels pratiqués en entreprise lorsque ceux-ci sont d'un montant supérieur ou égal à ces nouveaux minima. Cette disposition conventionnelle de branche ne porte toutefois pas préjudice aux usages et accords d'entreprise instaurant des dispositions plus favorables.

## **Article 2**

Les signataires du présent accord entendent également rappeler que, conformément aux différents textes applicables aux entreprises adhérentes de la fédération de la presse périodique régionale :

- le SMPG (salaire minimum professionnel garanti), instauré et revalorisé conformément aux dispositions de l'article 9 de l'accord étendu du 30 juin 1999 organisant la durée du travail au sein de la presse périodique régionale, est établi à 1 530,43 € au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- aucun salaire de base (hors prime d'ancienneté éventuelle) ne peut être inférieur au SMPG en vigueur ;
- la prime d'ancienneté accordée aux employés est versée chaque mois. Elle est calculée en pourcentage du salaire minimum du coefficient correspondant au métier exercé (5 % pour 5 années d'ancienneté dans l'entreprise, 10 % pour 10 années d'ancienneté dans l'entreprise) et doit apparaître sur une ligne particulière de la feuille de paie ;
- conformément aux dispositions de l'article 13 de la convention collective des employés de la presse hebdomadaire régionale du 8 décembre 1983 (IDCC 1281), la prime dite de 13<sup>e</sup> mois, égale au douzième des appointements de l'année, est calculée sur les éléments stables et permanents du salaire, à savoir : salaire de la grille correspondant au coefficient + prime d'ancienneté éventuelle + complément salarial individuel lorsqu'il existe.

## **Article 3**

### *Durée. – Dépôt. – Extension*

Le présent accord national professionnel est conclu pour une durée indéterminée.

Il est déposé, avec ses annexes, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail, auprès des services du ministère du travail.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension conformément à l'article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Paris, le 27 mars 2015.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3291

**Conventions collectives nationales**  
**PRESSE HEBDOMADAIRE RÉGIONALE**

IDCC : 1563. – **Cadres**

IDCC : 1281. – **Employés**

ACCORD DU 27 MARS 2015  
RELATIF AU BARÈME DES SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2015

NOR : ASET1550605M  
IDCC : 1281

Entre :

La FPPR,

D'une part, et

Le SNJ ;

La FC CFTC ;

La F3C CFDT ;

Le SNPEP FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Barème des salaires des employés applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2015**

Valeur du point : 3,83 €.

(En euros.)

FONCTION	COEFFICIENT		SALAIRE BRUT MENSUEL (base 35 heures hebdomadaires)
	Ancien	Nouveau	
Employé de presse Employé d'entretien, de manutention	102	400	1 532,00
Employé d'entretien, de manutention confirmé Employé de fabrication Coursier - chauffeur	106	407	1 558,81
Coursier - chauffeur confirmé Secrétaire d'accueil Employé de presse 1 <sup>er</sup> échelon Aide-comptable 1 <sup>er</sup> échelon Assistant en publicité Animateur des ventes 1 <sup>er</sup> échelon	109	414	1 585,62

FONCTION	COEFFICIENT		SALAIRE BRUT MENSUEL (base 35 heures hebdomadaires)
	Ancien	Nouveau	
Employé de fabrication 1 <sup>er</sup> échelon Correcteur	112	421	1 612,43
Employé de presse 2 <sup>e</sup> échelon Aide-comptable 2 <sup>e</sup> échelon Attaché comptable 2 <sup>e</sup> échelon Attaché commercial 1 <sup>er</sup> échelon Animateur des ventes 2 <sup>e</sup> échelon	116	428	1 639,24
Employé de fabrication 2 <sup>e</sup> échelon Correcteur confirmé	120	435	1 666,05
Employé de presse 3 <sup>e</sup> échelon Comptabilité 1 <sup>er</sup> échelon	124	447	1 712,01
Employé de fabrication 3 <sup>e</sup> échelon Attaché commercial 2 <sup>e</sup> échelon Animateur des ventes 3 <sup>e</sup> échelon	128	462	1 769,46
Employé de presse 4 <sup>e</sup> échelon Secrétaire de direction	132	480	1 838,40
Employé de fabrication 4 <sup>e</sup> échelon	136	500	1 915,00
Comptable 2 <sup>e</sup> échelon Assistant commercial	140	520	1 991,60

Prime d'ancienneté :

- 5 % pour 5 années de présence dans l'entreprise ;
- 10 % pour 10 années de présence dans l'entreprise.

Fait à Paris, le 27 mars 2015.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3196

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1351. – ENTREPRISES DE PRÉVENTION ET DE SÉCURITÉ**

ACCORD DU 5 MAI 2015

RELATIF AUX CONDITIONS D'EMPLOI D'AGENT DE SÉCURITÉ CYNOPHILE

NOR : ASET1550601M

IDCC : 1351

**PRÉAMBULE**

Compte tenu, d'une part, des évolutions réglementaires relatives notamment aux conditions de qualification requises pour l'exercice de l'emploi d'agent de sécurité cynophile et, d'autre part, du souhait des parties signataires du présent accord de renforcer cette professionnalisation et de diminuer le recours à la sous-traitance, spécifiquement plus important dans ce type de prestations, les parties sont convenues des dispositions qui suivent :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Activité exclusivement concernée par le présent accord*

Le présent accord s'applique aux agents de sécurité cynophile affectés à des missions de surveillance relevant de l'annexe IV de la CCN des entreprises de prévention et de sécurité. En conséquence, les parties entendent expressément en exclure les activités cynophiles de détection, qui obéissent techniquement à d'autres finalités et conditions d'exercice.

**Article 2**

*Aptitude à l'exercice de l'emploi d'agent de sécurité cynophile*

Pour exercer leur activité, les agents de sécurité cynophile doivent posséder la carte professionnelle spécifique à leur activité et répondre à toutes les conditions requises tant pour eux-mêmes que pour leur(s) chien(s), telles que prévues par la réglementation en vigueur spécifiquement pour cette qualification.

Il est de la responsabilité de l'employeur de mettre en œuvre les moyens nécessaires au maintien régulier des compétences des équipes cynophiles. Cette obligation comporte en outre celle de soumettre à un test d'évaluation annuel le tandem homme-chien, réalisé sous la direction et le contrôle d'un spécialiste et réunissant les conditions requises par le cahier des charges établi par la branche professionnelle pour dispenser la formation au CQP cynotechnique.

**Article 3**

*Couverture des frais de santé canins*

Il est instauré un régime d'assurance mutuelle destiné à couvrir les frais de santé du chien. La prime d'assurance correspondante est acquittée par le salarié et fait l'objet d'une contribution

de l'employeur suivant les conditions et modalités précisées dans le cadre du nouvel article 7 de la CCN dont la rédaction est l'objet de l'article 5 ci-dessous du présent accord.

Aucun système de mutuelle « canine » n'existant spécifiquement pour des chiens professionnels de sécurité, les signataires du présent accord ont recouru à l'expertise d'un cabinet de courtage, afin d'établir un cahier des charges et d'interroger de nombreuses sociétés d'assurance en vue de créer un tel régime pour les chiens d'agents de sécurité cynophile. Au jour du présent accord, un seul assureur a répondu à cette sollicitation en acceptant d'innover et de construire spécifiquement ce régime pour la profession.

Les conditions générales, tarifs de cette assurance ainsi que le livret-guide de présentation, de souscription et de fonctionnement du régime, qui sera diffusé à chaque agent de sécurité cynophile, figurent en annexes I, II, III, IV, V, VI (non publiées) au présent accord.

#### **Article 4**

##### *Indemnité forfaitaire d'amortissement et d'entretien du chien*

Le nouveau montant horaire unique de l'indemnité forfaitaire d'amortissement et d'entretien du chien, prévue dans le cadre du nouvel article 7 de la CCN dont la rédaction est l'objet de l'article 5 ci-dessous, est le résultat obtenu par les signataires des présentes d'un décompte exhaustif et détaillé de tous les postes concourant aux coûts d'investissement et d'entretien du chien (achat, nourriture, dépenses de santé, matériel professionnel, mutuelle) réalisé avec le concours de spécialistes. Ce décompte et le mode de calcul de l'indemnité horaire figurent en annexe VII au présent accord (non publiée).

#### **Article 5**

##### *Modification des dispositions de l'article 7 de l'annexe IV de la CCN*

Les dispositions de l'article 7 de l'annexe IV de la CCN sont annulées en totalité et remplacées par les dispositions suivantes :

##### **« Article 7**

##### *Agent de sécurité cynophile*

7.1. Les agents de sécurité cynophile bénéficient d'une indemnité forfaitaire correspondant à l'amortissement ainsi qu'aux dépenses d'entretien, de matériel canin et de santé du chien. Cette indemnité minimum, basée sur une durée moyenne de vie professionnelle de 6,5 ans et calculée en incluant la nécessité de renouveler le chien à l'issue de cette durée moyenne, est égale à 1,13 € par heure de vacation effectuée par l'équipe homme-chien.

Le détail de l'ensemble des coûts et dépenses ci-dessus mentionnés, qui aboutissent à la détermination du montant indemnitaire précité et qui ont fait l'objet d'un recensement exhaustif entre les parties signataires avec l'aide de professionnels, figure, à titre de justificatif et de référence, en annexe au présent accord.

Cette indemnité sera annuellement réévaluée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application du taux d'évolution de l'indice des prix à la consommation (mensuel, ensemble des ménages, métropole, base 1998), nomenclature COICOP : 09.3.4, "Animaux d'agrément, y compris services vétérinaires et autres services".

La première réévaluation interviendra pour la première fois au jour de l'entrée en vigueur du présent accord en fonction du dernier indice connu, l'indice retenu comme référence au moment de la signature étant celui du mois de décembre 2014 au niveau de : 131,76.

7.2. Les agents de sécurité cynophile bénéficient d'un régime de branche couvrant les frais de santé canine spécifiquement exposés pour leurs chiens.

L'indemnité prévue au paragraphe 7.1 ci-dessus incluant une contribution de l'employeur au coût d'adhésion à ce régime, les agents de sécurité cynophile justifieront semestriellement à l'égard de leur employeur du paiement biannuel de leur prime, effectué auprès du gestionnaire du régime.

L'employeur sera fondé à suspendre le paiement de l'indemnité prévue à l'article 7.1 ci-dessus tant que le salarié ne produira pas cette justification.

A titre transitoire, dans le cas de chiens déjà couverts par une assurance santé au moment de l'entrée en vigueur du présent accord, les agents cynophiles pourront attendre la survenance de la prochaine échéance de cette police individuelle pour souscrire au régime d'assurance mutuelle de branche énoncé au premier alinéa ci-dessus.

Pour cette période transitoire, ils devront néanmoins justifier de l'existence et de la validité en cours de cette assurance individuelle pour bénéficier du versement de l'indemnité horaire.

7.3. En outre, compte tenu des contraintes particulières liées conjointement aux horaires de travail et au transport et à l'accompagnement du chien, il est attribué aux agents de sécurité cynophile une "indemnité de transport de chien" selon les conditions et modalités suivantes :

Cette indemnité est fixée en fonction de l'éloignement du domicile, sur la base de zones concentriques et sur justification de l'utilisation du véhicule personnel. Cette indemnité est versée pour les jours où l'agent s'est effectivement rendu à son travail pour accomplir une vacation avec son chien. Elle n'est donc pas due pour tout autre déplacement ne nécessitant pas la présence du chien.

L'indemnité est exclusive de toute participation au paiement d'un titre de transport en commun pour le trajet domicile-travail.

Le barème qui suit est basé sur une référence de kilométrage pour un aller simple. Les valeurs correspondantes en euros sont applicables à un aller-retour rendu nécessaire par la planification, à l'exclusion des allers-retours volontaires au domicile pour convenance personnelle.

(En euros.)

DISTANCE ALLER SIMPLE	INDEMNITÉ POUR UN ALLER-RETOUR
De 0 à 15 km	1,75
De 16 à 30 km	2,33
De 31 à 50 km	2,68
Plus de 50 km	3,03

Ce barème sera indexé sur l'évolution du barème annuel de l'administration, et ce à compter du premier jour du mois suivant l'entrée en vigueur du nouveau barème.

## Article 6

### *Effet*

Le présent accord prendra effet au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2016 ou, le cas échéant, le premier jour du mois suivant la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel* si celle-ci intervient postérieurement à cette date.

## Article 7

### *Durée. – Révision. – Dénonciation*

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, pourra être dénoncé par lettre recommandée avec avis de réception par l'une ou l'autre des parties signataires en respectant un délai de préavis de 3 mois.

En cas de dénonciation, l'accord continuera à produire ses effets jusqu'à l'entrée en vigueur de l'avenant qui lui sera substitué ou, à défaut, pendant une durée de 1 an conformément à l'article L. 2261-10 du code du travail.

Une négociation sera organisée dans le mois de la signature de la dénonciation, afin de déterminer, le cas échéant, les nouvelles mesures de protection sociale.

### **Article 8**

#### *Extension. – Publicité*

Le présent accord est édité en 15 exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Conformément aux dispositions de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale, les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 5 mai 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

SNES ;

USP.

#### **Syndicats de salariés :**

CGT ;

SNEPS CFTC.

Brochure n° 3196

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1351. – ENTREPRISES DE PRÉVENTION ET DE SÉCURITÉ**

ACCORD DU 5 MAI 2015

RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, À LA FORMATION,  
À L'EMPLOYABILITÉ ET AUX CLASSIFICATIONS

NOR : ASET1550607M

IDCC : 1351

PRÉAMBULE

Les parties signataires des présentes sont convenues de s'engager dans la négociation d'un accord visant à accroître la professionnalisation des activités de la prévention-sécurité :

- en développant la formation, les compétences, les qualifications et l'employabilité ;
- en élaborant des passerelles entre les différents emplois et activités pour ainsi favoriser les parcours professionnels ;
- en créant de nouveaux CQP et certificats professionnels ;
- en examinant l'opportunité d'instaurer un nouveau système classant.

Un tel accord serait destiné à faire évoluer ou à se substituer à l'accord du 1<sup>er</sup> décembre 2006 sur les qualifications professionnelles.

Le présent accord de méthode, dont les dispositions suivent, vise à exprimer la volonté d'aboutir de ses signataires et à les aider dans la structuration et le déroulement efficace de cette négociation.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Thèmes de la négociation*

Champ d'application du futur accord.

Système de classification.

Positionnement des emplois dans la grille.

Polycompétence des personnels.

Développement de la formation certifiante/qualifiante et création de nouveaux CQP.

Modalités, outils et conditions de la formation.

Dispositions transitoires pour les personnels en poste.

**Article 2**

*Conditions de déroulement des négociations*

Commissions paritaires techniques et CMP : la négociation sera conduite au sein de CTP, au rythme du calendrier joint en annexe I. Les travaux de celles-ci feront l'objet d'une validation par la CMP au terme de chacune des phases prévues à l'article 3 ci-dessous.



Nombre de participants, liste des participants obligatoires : chaque organisation désignera au maximum trois représentants pour participer aux débats des différentes CTP. L'absence d'une organisation ou de l'un de ses représentants ne constituera pas un motif pour revenir à un état antérieur des débats.

Les CTP se dérouleront dans les locaux mis à disposition par les organisations patronales. Les dates de réunion sont convenues suivant le calendrier joint en annexe. Une confirmation du lieu de la réunion suivante sera adressée par la partie patronale aux adresses mail indiquées en annexe II. Les CMP se tiendront dans les lieux mis à disposition par le ministère.

Au terme de chaque réunion, un bilan synthétique des avancées et des questions restant à résoudre sera établi en commun.

Concomitamment à la signature du présent accord, chaque organisation fournira la liste des destinataires des différents documents et communications afférents au déroulement des discussions tout au long de la négociation.

Tous les envois seront effectués par courrier électronique.

### **Article 3**

#### *Phases et calendrier prévisionnel de la négociation*

Phase 1 :

- champ d'application du futur accord ;
- système de classification ;
- positionnement des emplois dans la grille ;
- polycompétence des personnels.

Durée : 5 mois (avril à septembre 2015).

Constat d'avancement de la négociation :

- bilans de réunion ;
- signature d'un bilan constatant l'avancement de la négociation.

Phase 2 :

- développement de la formation certifiante/qualifiante et création de nouveaux CQP ;
- modalités, outils et conditions de la formation.

Durée : 4 mois (octobre 2015 à janvier 2016).

Constat d'avancement de la négociation :

- bilans de réunion ;
- signature d'un bilan constatant l'avancement de la négociation.

Phase 3 :

Grille des coefficients et dispositions transitoires.

Durée : 2 mois (février à fin mars 2016).

Constat d'avancement de la négociation :

- bilans de réunion ;
- signature d'un accord final.

### **Article 4**

#### *Effet*

Le présent accord prendra effet dès le premier jour suivant sa signature dans les conditions légales de représentativité.

## Article 5

### *Durée. – Révision. – Dénonciation*

Le présent accord, conclu pour une durée déterminée, prendra fin au terme de la phase 3, soit au plus tard le 31 mars 2016, sauf prolongation éventuellement convenue par avenant entre les signataires.

Conformément aux articles L. 2222-5 et L. 2261-7 du code du travail, il pourra être révisé, en tout ou partie, sur demande d'une ou de plusieurs organisations signataires ou qui y ont adhéré conformément aux dispositions de l'article L. 2261-3 du code du travail. Toute demande de révision devra être notifiée à chacune des parties par lettre recommandée avec avis de réception et indiquer les dispositions à réviser ainsi que le texte proposé pour la modification.

Il pourra être dénoncé par lettre recommandée avec avis de réception par l'une ou l'autre des parties signataires en respectant un délai de préavis de 2 mois.

En cas de dénonciation ayant pour effet de ne pas préserver la représentativité des parties signataires, l'accord continuera à produire ses effets jusqu'à l'expiration de ce préavis.

## Article 6

### *Extension. – Publicité*

Le présent accord est édité en quinze exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 5 mai 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

SNES ;

USP.

#### **Syndicats de salariés :**

SNEPS CFTC ;

CGT ;

FNECS CFE-CGC.

## ANNEXES AU PROJET FORMATION/QUALIFICATIONS/CLASSIFICATIONS/ MÉTIER REPÈRES

Annexe I : dates prévisionnelles des CTP.

Annexe II : liste des adresses mail (cf. article 2 ci-dessus) non publiée.

### ANNEXE I

---

#### **Calendrier prévisionnel des CTP (cf. article 2, alinéa 1)**

Mai		Mardi 26 pm
Juin	Vendredi 5 pm	Mardi 23 am
Juillet	Mardi 7 pm	Mardi 28 pm
Août	Néant	Néant
Septembre		Lundi 21 am
Octobre	Mercredi 7 pm	Mardi 27 pm
Novembre	Lundi 9 pm	Mardi 24 pm
Décembre	Vendredi 18 am	

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS**  
**ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

---

AVENANT N° 12 DU 29 AVRIL 2015  
À L'ACCORD DU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2003 SUR LES RÉMUNÉRATIONS CONVENTIONNELLES  
DANS LES ENTREPRISES DE TRANSPORT DE DÉMÉNAGEMENT

NOR : ASET1550613M

IDCC : 16

L'accord du 1<sup>er</sup> février 2003 sur les rémunérations conventionnelles dans les entreprises de transport de déménagement, modifié en dernier lieu par l'avenant n° 11 du 6 janvier 2014, est à nouveau modifié comme suit.

**Article 1<sup>er</sup>**

A l'article 3 « Revalorisation des rémunérations conventionnelles », le point 1 et le point 2 sont remplacés par :

« 1. Taux horaires

Les taux horaires conventionnels des personnels ouvriers, employés et techniciens et agents de maîtrise sont revalorisés conformément aux tableaux joints au présent avenant, à compter de la date indiquée dans l'article 3 du présent avenant.

2. Rémunérations annuelles garanties

Les rémunérations annuelles garanties des personnels ingénieurs et cadres sont revalorisées conformément aux tableaux joints au présent avenant, à compter de la date indiquée dans l'article 3 du présent avenant.

Il est précisé que l'emploi "aide-déménageur" coefficient 120 D est réservé au personnel sous contrat CDD d'usage en transport de déménagement (saisonnier et/ou journalier) ainsi qu'au personnel en CDI ayant moins de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise.

Les partenaires sociaux soulignent qu'ils prennent soin, conformément aux dispositions des articles L. 2241-1 et suivants du code du travail, de tendre à la suppression des écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes et de promouvoir l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. »

**Article 2**

Les tableaux annexés au présent avenant seront intégrés dans les annexes I, II, III et IV de la convention collective.

### **Article 3**

Le présent avenant entre en application le premier jour suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

### **Article 4**

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 29 avril 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UNOSTRA ;  
CSD.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTE CFDT ;  
SNATT CFE-CGC ;  
UNCP FO ;  
FGT CFTC.

## ANNEXE

### Ouvriers

Taux horaires applicables à compter du premier jour suivant l'extension

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE À L'EMBAUCHE
120 D	9,62
128 D	9,76
138 D	9,90
150 D	10,40

En application de l'avenant n° 3, les tableaux ci-dessus sont majorés le cas échéant de :

- 1,50 % pour les personnels C1 titulaires du permis de conduire C ;
- 2 % pour les personnels C2 titulaires du permis de conduire EC.

En application de l'annexe I, les tableaux ci-dessus sont majorés le cas échéant (travail un jour férié ou le dimanche, art. 7 ou 7 *quater*) de 10,42 € ou de 24,30 €.

Heure de dépassement d'amplitude (accord du 22 septembre 2005) : 6,71 €.

Heure de temps de liaison (accord du 22 septembre 2005) : 6,71 €.

### Employés

Taux horaires applicables à compter du premier jour suivant l'extension

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE À L'EMBAUCHE
105, 110, 115	9,73
120	9,77
125	9,83
132,50	9,89
140	9,99
148,50	10,09

### Techniciens et agents de maîtrise

Taux horaires applicables à compter du premier jour suivant l'extension

(En euros.)

GROUPE	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE à l'embauche
1	150	10,44
2	157,50	10,54

GROUPE	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE à l'embauche
3	165	10,87
4	175	11,48
5	185	12,16
6	200	13,14
7	215	14,12
8	225	14,79

### **Ingénieurs et cadres**

#### Rémunérations annuelles minimales professionnelles garanties

*(En euros.)*

GROUPE	COEFFICIENT	ANCIENNETÉ dans le groupe <sup>(1)</sup>	RÉMUNÉRATION annuelle garantie	PAIEMENT mensuel minimum
1	100	Jusqu'à 5 ans...	31 588	2 369
2	106,50	Jusqu'à 5 ans...	33 641	2 523
3	113	Jusqu'à 5 ans...	35 695	2 677
4	119	Jusqu'à 5 ans...	37 589	2 819
5	132	Jusqu'à 5 ans...	41 696	3 127
6	145	Jusqu'à 5 ans...	45 802	3 435

(1) Article 5, alinéa 4.

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS**  
**ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

---

ACCORD DU 29 AVRIL 2015  
RELATIF AU TRAVAIL DE NUIT DANS LE TRANSPORT DE DÉMÉNAGEMENT

NOR : ASET1550614M  
IDCC : 16

**PRÉAMBULE**

Afin de prendre en compte les spécificités propres aux entreprises de transport de déménagement, les partenaires sociaux adoptent les dispositions suivantes :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Entreprises concernées :

Le présent accord s'applique aux entreprises de transport de déménagement (code NAF 49.42Z) ainsi qu'à celles visées par l'accord relatif aux conditions spécifiques d'emploi des personnels des entreprises de transport de déménagement du 3 juin 1997.

Personnels concernés :

Le présent accord s'applique aux ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise des entreprises visées ci-dessus.

**Article 2**

*Prime horaire de nuit spécifique  
au secteur du transport de déménagement*

Les partenaires sociaux rappellent que les entreprises de transport de déménagement sont pleinement concernées par l'application du protocole d'accord relatif au travail de nuit dans le transport routier de marchandises, les activités auxiliaires du transport et le transport de déménagement du 14 novembre 2001. Toutefois, souhaitant un indicateur propre au déménagement, ils décident de modifier pour les entreprises du transport de déménagement les dispositions relatives à la compensation pécuniaire prévue à l'article 3.1 « Compensation pécuniaire » dudit protocole d'accord, le reste du protocole susvisé restant inchangé et continuant à s'appliquer.

Ainsi, pour le secteur du déménagement, la référence utilisée pour la prime horaire dans le protocole d'accord du 14 novembre 2001 est annulée. Elle est remplacée par une référence propre au secteur du transport de déménagement, à savoir une prime horaire égale à 20 % du taux horaire conventionnel à l'embauche applicable au coefficient 150 D, pris comme référence pour l'ensemble des personnels visés à l'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application » du présent accord.



Dans l'attente de l'entrée en application du présent accord opérant la substitution de la référence de la prime horaire, l'alinéa 2 de l'article 3.1 « Compensation pécuniaire » du protocole d'accord du 14 novembre 2001 continue de s'appliquer.

### **Article 3**

#### *Entrée en application*

Le présent accord entre en application le premier jour suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

### **Article 4**

#### *Dépôt et extension*

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 29 avril 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UNOSTRA ;  
CSD.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTE CFDT ;  
SNATT CFE-CGC ;  
UNCP FO ;  
FGT CFTC.

**Convention collective nationale**

**IDCC : 240. – PERSONNEL DES GREFFES  
DES TRIBUNAUX DE COMMERCE  
(14 novembre 1957)**

**AVENANT N° 83 DU 19 MAI 2015  
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

NOR : ASET1550612M

IDCC : 240

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions de la convention collective du personnel des greffes des tribunaux de commerce relatives au versement des contributions de formation professionnelle. Il détermine par ailleurs les règles de fonctionnement du compte personnel de formation.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Droit individuel à la formation et compte personnel de formation*

L'article 53.4° est remplacé par les dispositions suivantes :

« 4. Compte personnel de formation

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, un compte personnel de formation est ouvert aux salariés. Ce compte est alimenté dans les conditions légales à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu'à l'acquisition d'un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année de travail à temps complet, dans la limite d'un plafond de 150 heures.

L'acquisition s'effectue *pro rata temporis* pour les personnes salariées à temps partiel.

Le compte ne peut être mobilisé qu'avec l'accord exprès de son titulaire. Le refus de mobiliser son compte ne constitue pas une faute du salarié.

Les heures de formation éligibles au compte personnel de formation demeurent acquises en cas de changement de situation professionnelle ou de perte d'emploi de leur titulaire. Le compte personnel de formation est fermé lorsque son titulaire est admis à faire valoir l'ensemble de ses droits à la retraite.

*Dispositions transitoires*

Le crédit d'heures de formation acquis au titre du droit individuel à la formation non utilisé au 31 décembre 2014 est utilisable dans le cadre du compte personnel de formation jusqu'au 31 décembre 2020 dans les conditions légales applicables. Ce crédit ne figure pas dans le compteur du compte personnel de formation du salarié mais doit être justifié auprès de l'OPCA-PL dénommé Actalians qui finance le compte personnel de formation au moment de son utilisation. Ces heures peuvent se cumuler avec les heures acquises au titre du compte personnel de formation dans la limite de 150 heures. »

## Article 2

### *Obligations légales de contribution à la formation professionnelle des salariés*

L'article 54 des dispositions de la convention collective nationale du personnel des greffes des tribunaux de commerce est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 54

### *Financement de la formation professionnelle*

En application des dispositions législatives et réglementaires, les entreprises versent leur contribution légale de formation à l'OPCA-PL dénommé Actalians.

#### 1. Contributions légales

Cette contribution est calculée et répartie comme suit :

##### Greffes de 1 à 9 salariés

Le versement de cette contribution s'élève à 0,55 % de la masse salariale brute du personnel et se répartit ainsi :

- 0,15 % au titre de la professionnalisation ;
- 0,40 % au titre du plan de formation.

##### Greffes de 10 à 49 salariés

Le versement de cette contribution s'élève à 1 % de la masse salariale brute du personnel et se répartit ainsi :

- 0,30 % au titre de la professionnalisation ;
- 0,20 % au titre du plan de formation ;
- 0,20 % au titre du compte personnel de formation ;
- 0,15 % au titre du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels ;
- 0,15 % au titre du congé individuel de formation.

##### Greffes de 50 à 299 salariés

Le versement de cette contribution s'élève à 1 % de la masse salariale brute du personnel non avocat et se répartit ainsi :

- 0,30 % au titre de la professionnalisation ;
- 0,10 % au titre du plan de formation ;
- 0,20 % au titre du compte personnel de formation ;
- 0,20 % au titre du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels ;
- 0,20 % au titre du congé individuel de formation.

#### 2. Contributions conventionnelles

En application des dispositions de l'article L. 6332-1-2 du code du travail, les greffes de moins de 10 salariés versent une contribution conventionnelle de formation à l'OPCA-PL dénommé Actalians qui s'élève à 0,05 % de la masse salariale brute.

Les greffes de 10 à 299 salariés versent une contribution conventionnelle de formation à l'OPCA-PL dénommé Actalians qui s'élève à 0,35 % de la masse salariale brute. »

## Article 3

### *Portée*

Les signataires du présent avenant décident de conférer une valeur impérative à l'ensemble des dispositions dudit avenant, qui s'applique à l'ensemble des greffes des tribunaux de commerce.

En conséquence, les accords d'entreprise relevant du champ du présent avenant, qui seront signés postérieurement à celui-ci, ne pourront pas comporter des dispositions y dérogeant en tout ou partie, en application de l'article L. 2252-1 (accords de branche) et de l'article L. 2253-3 du code du travail (accords d'entreprise).

Si un accord de niveau supérieur venait à modifier le taux et la répartition des contributions prévues au présent avenant, celui-ci deviendrait caduc et une négociation devrait immédiatement s'engager.

#### **Article 4**

##### *Notification. – Entrée en vigueur et dépôt*

###### Notification

Le présent avenant sera notifié par la partie la plus diligente des signataires par lettre recommandée avec avis de réception à l'ensemble des organisations syndicales représentatives, signataires ou non.

###### Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur après réalisation des formalités de dépôt et de publicité prévues ci-dessous.

Les dispositions du présent avenant s'appliquent à la collecte exigible en 2016 sur la masse salariale de l'année 2015.

###### Dépôt

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires auprès de la DGT, une version signée du présent accord sur support papier et une version sur support électronique. Un exemplaire sera adressé au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Le présent accord est fait en nombre suffisant pour remise à chacun des signataires.

Fait à Paris, le 19 mai 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

###### **Organisation patronale :**

CNGTC.

###### **Syndicats de salariés :**

CFTC ;

SPAAC CFE-CGC ;

SNPJ CFDT ;

FSE CGT.

---

Directeur de la publication : Yves Struillou

165150260-000615

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours

---